

# Section C: Sécurité sociale

## T. Russell Robinson, *Santé et Bien-être social Canada*

Les statistiques de cette section sont réparties en six grandes divisions: programmes fédéraux de sécurité du revenu (séries C1-195); programmes fédéraux et provinciaux d'assurance revenu (séries C196-286); programmes fédéraux-provinciaux de sécurité du revenu à coûts partagés (séries C287-442); programmes fédéraux et provinciaux de service social (séries C443-507); programmes provinciaux-municipaux de sécurité du revenu (séries C508-559); dépenses publiques au titre de la sécurité sociale par grandes catégories de programmes (séries C560-599).

On décrit en premier lieu le cadre conceptuel de l'arrangement ci-dessus, pour ensuite faire un bref historique de l'évolution des divers programmes, et conclure avec une bibliographie détaillée des références statistiques.

### Le cadre conceptuel

La croissance de l'activité gouvernementale, en particulier dans le domaine de la politique sociale, en est venue à être identifiée au concept de «l'État providence». Il est donc important de chercher à décrire en détail l'évolution du volume des dépenses au titre de la sécurité sociale (ou bien-être social) au Canada. Il faut d'abord définir ce qu'on entend par «dépenses au titre de la sécurité sociale»<sup>1</sup>. Malheureusement, il n'existe pas de définition unique, et celles qui sont formulées par différents organismes publics ou privés varient énormément du point de vue des dépenses publiques qu'elles englobent. Ce qui sera défini comme dépenses au titre des programmes et activités de sécurité sociale comportera donc un élément d'arbitraire. Même avec une définition précise, il n'est pas certain qu'on puisse obtenir des données sur toutes les dépenses que recouvre le cadre conceptuel indiqué par la définition.

On a adopté aux fins de cette section un vaste concept de dépenses au titre de la sécurité sociale. Celui-ci a été défini comme étant la somme des programmes de trois types généraux financés par le secteur public et administrés<sup>2</sup> par le secteur public ou le secteur privé: soutien du revenu (qui comprend à la fois les programmes d'assurance revenu et de sécurité du revenu); services de bien-être social; et services de soins de santé (voir Section B). Ces programmes et dépenses ont pour objet de: maintenir le revenu des individus ou des familles dans le cas d'une perte involontaire de gains attribuable à divers imprévus; fournir diverses formes d'assistance revenu aux personnes incapables de gagner un revenu adéquat; fournir divers services personnels de soutien et de développement qui peuvent prendre la forme de soutien du revenu en nature ou d'un appoint aux transferts de revenu; et financer ou procurer des soins médicaux de traitement ou de prévention.

Contrairement à la très vaste définition présentée dans *Sécurité du revenu et services sociaux*, la définition utilisée ici ne comprend pas «... Le redéveloppement urbain et le développement des régions de stagnation économique, ainsi que d'autres programmes»,<sup>3</sup> sauf dans les cas où les dépenses consacrées à ces activités représentent un substitut aux programmes de soutien direct du revenu et services connexes. La définition adoptée est cependant analogue à celle utilisée par l'Organisation internationale du travail et l'Association internationale de la sécurité sociale.

Cette définition n'englobe pas les dépenses privées au chapitre de la sécurité sociale. En fait, l'expression sécurité sociale est parfois interprétée comme représentant des dépenses et des activités qui sont collectives par nature et qui sont financées par les impôts ou par les cotisations aux régimes publics. Les dépenses privées (au titre des régimes de pensions individuels ou des médicaments et autres formes de soin de santé non couverts par les programmes publics) contribuent également aux objectifs de la sécurité sociale, mais elles sont essentiellement individuelles par nature ou représentent des groupes beaucoup plus restreints<sup>4</sup> de cotisants et de bénéficiaires que les programmes administrés par l'un ou l'autre des divers paliers de gouvernement.

Les dépenses pour le soutien du revenu prennent la forme de paiements en espèces effectués par les administrations publiques (ou des organismes connexes) directement aux individus ou aux familles, et elles peuvent être groupées en deux grandes catégories, assurance revenu et sécurité du revenu. Les programmes d'assurance revenu sont administrés par le secteur public et financés en grande partie au moyen des cotisations exigées des employeurs et des salariés<sup>5</sup>. Les programmes actuels visent à protéger les individus et les familles contre une perte de revenu attribuable au chômage involontaire (assurance-chômage), aux accidents du travail (réparation des accidents du travail) et à la retraite (Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec)<sup>6</sup>. Il s'agit de programmes d'assurance dans ce sens que le niveau des prestations est lié, du moins en partie, au niveau des cotisations ou des gains antérieurs. En outre, les risques sont largement partagés entre les bénéficiaires éventuels.

Les dépenses au titre de la sécurité du revenu sont incorporées dans un grand nombre de programmes à coûts partagés, de même que dans des programmes financés et exécutés par des paliers individuels de gouvernement. Certains prennent la forme de paiements aux personnes admissibles qui sont uniformes quel que soit le niveau du revenu ou le besoin démontré. Les principaux exemples sont les allocations familiales et les allocations aux jeunes, et les pensions de sécurité de la vieillesse. D'autres dépenses au titre de la sécurité du revenu sont fonction du besoin établi d'après une évaluation du revenu du bénéficiaire. Le Régime d'assistance publique du Canada est de loin le programme le plus important du genre, aux termes duquel les gouvernements fédéral et provinciaux partagent le coût des paiements d'assistance sociale et des services aux personnes nécessiteuses.

Le deuxième élément important de dépenses publiques au titre de la sécurité sociale, les services de bien-être social, comprend les dépenses dans le cadre de programmes qui fournissent des services tangibles et intangibles, ou des transferts en nature, au lieu de paiements directs en espèces. Parmi les services tangibles, on peut mentionner par exemple les dépenses pour le bien-être de l'enfance, qui procurent à un enfant, nourriture, logement, vêtement, fournitures scolaires et autres nécessités de base au lieu d'un paiement en espèces. Parmi les services intangibles, on peut mentionner les services d'orientation offerts par les travailleurs sociaux, les programmes de réadaptation professionnelle et les services d'adoption.

Le troisième élément important, les services de soins de santé, comprend les programmes qui procurent des soins hospitaliers et médicaux ainsi que des soins dans des dispensaires et autres mesures préventives. Sur le plan conceptuel, les dépenses publiques relatives aux soins de santé peuvent être comprises dans une définition globale des dépenses au titre de la sécurité sociale. Comme on l'a déjà mentionné, c'est la façon dont procèdent plusieurs organismes internationaux. Les données sur les services de soins de santé autres que celles portant sur les dépenses publiques totales indiquées ci-après figurent à la Section B.

Le plus souvent, les données concernant les dépenses, le nombre de cas et les bénéficiaires sont fournies sur une base provinciale. Pour ce qui est des programmes fédéraux-provinciaux à coûts partagés, la part fédérale des dépenses indiquées pour le Québec correspond au montant reçu par la province de Québec en remplacement des contributions directes aux termes de l'entente pertinente relative au partage des coûts.<sup>7</sup>

## Historique

Au début de la colonisation au Canada, les colons recevaient souvent de l'aide, c'est-à-dire des terres, de la nourriture, des vêtements et de l'outillage, de sources publique et privée, au Canada et à l'étranger, afin de pouvoir s'établir dans leur nouvelle patrie. Le soin des malades et des personnes nécessiteuses étaient essentiellement une responsabilité locale. Durant les périodes de forte immigration, bon nombre de personnes étaient retenues aux centres d'immigration pour cause de maladie, ordinaire ou contagieuse. Les premières mesures législatives prévoyant une aide sociale fournie par les gouvernements provinciaux visaient le soutien des familles tombées dans l'indigence par suite de la maladie, de la mort ou de la désertion. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique stipulait que le bien-être social relevait essentiellement des provinces et des administrations locales, sauf dans le cas des populations autochtones et immigrantes, à la charge du gouvernement fédéral.

Une des premières formes de sécurité sociale à l'égard des travailleurs et de leurs familles instituées par les gouvernements provinciaux a été l'indemnisation des accidentés du travail, qui consistait dans le versement de pensions et de paiements durant les périodes d'incapacité. Le financement était assuré par les cotisations des employeurs. La première loi provinciale en la matière a été adoptée en 1908 par le Québec et l'Ontario, puis appliquée progressivement par toutes les provinces. La première loi provinciale octroyant des allocations aux mères de familles monoparentales a été adoptée durant la Première Guerre mondiale, et a également été étendue à toutes les provinces. En 1927, le gouvernement fédéral a adopté une loi prévoyant la prestation de pensions de vieillesse à coûts partagés par les gouvernements provinciaux. Une abondante législation couvrant les services et le soutien financier de base a également été élaborée dans toutes les provinces relativement au bien-être de l'enfance.

Lors de la grande dépression économique des années 30, le gouvernement fédéral a dû soutenir financièrement un grand nombre de familles qui se sont trouvées démunies. Ces circonstances ont également fait ressortir le besoin d'une participation fédérale à l'élaboration de programmes de soutien du revenu et de services sociaux à l'échelle du pays.

En 1940, le gouvernement fédéral a obtenu l'assentiment des provinces pour modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de façon à pouvoir instituer un programme national d'assurance-chômage, financé par les cotisations des employeurs et des salariés. Le programme est devenu pleinement opérationnel en 1942. Le gouvernement fédéral a adopté en 1944 une loi instituant les allocations familiales, pour chaque enfant jusqu'à 16 ans, financées au moyen des recettes générales, et en 1948, il a institué plusieurs subventions fédérales aux termes de décrets en conseil pour soutenir la mise sur pied de services de santé provinciaux. En 1952, il a institué la sécurité de la vieillesse, programme de pensions universelles versées par lui à tous les résidents admissibles âgés de 70 ans et plus. Ce programme a remplacé les anciens programmes provinciaux de pensions de vieillesse à coûts partagés. L'assistance-vieillesse au niveau provincial a également été instituée en 1952 pour fournir un soutien financier aux personnes âgées de 65 à 69 ans, suivant une formule de partage des coûts avec le gouvernement fédéral. Deux ans plus tard, en 1954, une loi a été adoptée qui permettait au gouvernement fédéral de financer les allocations destinées aux adultes en âge de travailler souffrant d'une incapacité totale, suivant une formule de partage des coûts avec les provinces.

L'assistance-chômage a été instituée par le gouvernement fédéral en 1956. Ce programme à coûts partagés administré par les provinces fournissait un soutien financier de base aux chômeurs et aux personnes à leur charge, de même qu'aux personnes considérées comme inaptes au travail. Le soutien des services de santé publics a été sensiblement élargi par l'institution d'un régime universel d'assurance-hospitalisation en 1959. Dès 1961, des ententes avaient été signées entre le gouvernement fédéral et tous les gouvernements provinciaux. Une allocation scolaire pour les enfants âgés de 16 et 17 ans a été instituée au Québec en 1961 et a été étendue à toutes les autres provinces par la Loi fédérale de 1964 sur les allocations aux jeunes.

En 1966, le gouvernement fédéral a adopté un grand nombre de nouvelles mesures législatives en vue d'accroître le rôle du gouvernement dans le domaine de la sécurité sociale. Les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec assuraient des pensions de retraite aux travailleurs âgés de 65 ans et plus, basées sur la valeur cumulative des cotisations annuelles. De plus, dans le cas d'un décès avant la retraite, les régimes prévoyaient des prestations aux survivants à l'égard des conjoints et des enfants orphelins et, dans le cas d'une invalidité empêchant la personne de travailler, une pension d'invalidité qui de la même manière protégeait les conjoints et les enfants à charge. Un programme complémentaire, le Régime d'assistance publique du Canada, a été adopté pour permettre au gouvernement fédéral de participer au coût de programmes provinciaux d'assistance sociale, de services sociaux et d'activité professionnelle, et des accords ont été signés avec chacune des provinces au cours des deux années qui ont suivi. Pour

maintenir le revenu des personnes âgées, y compris des personnes qui ne pouvaient pas bénéficier du Régime de pensions du Canada, le gouvernement fédéral a institué également un supplément de revenu garanti qui s'ajoute au programme de la sécurité de la vieillesse à l'intention des pensionnés pour qui la pension est à peu près la seule source de revenu.

En 1968, le gouvernement fédéral a institué les allocations de formation de la main-d'oeuvre à temps plein à l'intention des travailleurs ayant besoin de relever leur niveau de compétence pour obtenir un emploi, et le soutien direct du revenu à l'intention des immigrants réfugiés incapables d'obtenir un emploi immédiatement. En 1972, une nouvelle Loi sur l'assurance-chômage a été adoptée qui était d'application à peu près universelle et qui offrait un accroissement considérable des prestations, couvrant désormais la maternité et la maladie.

Ces lois ont été révisées périodiquement afin de majorer les cotisations et les prestations. De récentes lois et règlements fédéraux ont établi une indexation systématique des prestations de la sécurité du revenu pour tenir compte de l'inflation. Le principe du relèvement du revenu des personnes qui travaillent, mais dont le revenu est faible par rapport à leurs charges de familles, a pris dans certains cas la forme d'ajustements aux programmes existants pour permettre à ces personnes de conserver une partie de leurs gains sans par ailleurs perdre totalement la contre-partie en prestations. Dans d'autres cas, de nouveaux programmes comme celui des crédits d'impôts ont été institués par plusieurs provinces.

En 1974, la nouvelle Loi fédérale sur les allocations familiales a été mise en application dans toutes les provinces; la prestation par enfant se trouvait sensiblement accrue, mais le montant était désormais imposable. Des ajustements provinciaux particuliers ont été apportés au programme fédéral d'allocations familiales par le Québec et l'Alberta; le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard, pour leur part, ont leurs propres allocations aux enfants, qui s'ajoutent aux paiements fédéraux.

Étant donné l'ampleur et la diversité des changements dans le régime de sécurité sociale au Canada depuis le début des années 60, la présentation de statistiques historiques pertinentes est forcément complexe. C'est pourquoi il faut être très prudent dans l'utilisation des données.

## Sources statistiques

Les références en matière de sécurité sociale (séries C1-599) proviennent de deux sources principales: les documents publiés du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec et de plusieurs sources privées, ainsi que les rapports non publiés des gouvernements du Canada et du Québec. Les sources sont indiquées par ordre numérique, et les renvois aux sources pour chaque tableau sont indiqués par le numéro pertinent.

### Documents de référence publiés

1. *Rapport annuel du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration*, Imprimeur de la reine, Ottawa.
2. *Compte rendu de la situation économique*, préparé par le ministère des Finances (F1-21 au catalogue), ministère des Approvisionnement et Services, Ottawa.
3. *Rapport annuel du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*, ministère des Approvisionnement et Services, Ottawa.
4. *La Gazette du travail*, publiée chaque mois par le ministère du Travail.
5. *Rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration* (MP-1 au catalogue), ministère des Approvisionnement et Services, Ottawa.
6. *Rapport annuel du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social* (H1-3 au catalogue), ministère des Approvisionnement et Services, Ottawa.
7. *Rapport annuel sur l'administration du Régime de pensions du Canada*, publié par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
8. *Rapport annuel sur l'administration du Régime d'assistance publique du Canada*, publié par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
9. *Chronologie de la législation sur le bien-être social et les domaines connexes*, années financières 1908-1976, publiée par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
10. *Annuaire du Canada* (11-202F au catalogue), Statistique Canada.
11. *Finances des administrations publiques locales* (68-203 au catalogue), Statistique Canada.
12. *Système de comptabilité nationale - Comptes nationaux des revenus et des dépenses* (13-201 au catalogue), Statistique Canada.
13. *Finances des administrations publiques provinciales* (68-206 au catalogue), Statistique Canada.
14. *Sécurité sociale, programmes nationaux, 1946-1975* (86-201 au catalogue), Statistique Canada.

15. *Rapport statistique sur l'application de la Loi sur l'assurance-chômage* (73-001 au catalogue); et *Périodes de prestations établies et terminées aux termes de la Loi sur l'assurance-chômage* (73-201 au catalogue), Statistique Canada.
16. *Budget des dépenses - Gouvernement du Canada*, ministère des Approvisionnement et Services (BT-21 au catalogue).
17. *Comptes publics du Canada*, ministère des Approvisionnement et Services (B51-1 au catalogue).
18. *Annuaire du Québec*, Bureau de la statistique du Québec, Québec.
19. *Rapport statistique annuel*, Régie des rentes du Québec, Bureau de la statistique du Québec, Québec.
20. *The National Finances*, Association canadienne d'études fiscales, Toronto.
21. *Financing Education, Health and Welfare*, 21<sup>e</sup> colloque, 1968, Association canadienne d'études fiscales, Toronto.

#### **Documents de référence non publiés<sup>8</sup>**

22. *Statistiques de programmes, Programmes de la sécurité du revenu*, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, 1946-1976.
23. *Rapport annuel sur les allocations familiales*, préparé annuellement, 1946-1976, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
24. *Rapport sur l'administration de la Loi sur les allocations aux jeunes*, préparé annuellement de 1964 à 1974, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
25. Contributions au Québec fournies par le ministère des Finances aux termes de la Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et de la Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires) tenant lieu d'accords de partage des coûts. Les informations sont communiquées annuellement à Santé nationale et Bien-être social par le ministère fédéral des Finances.
26. *Rapport annuel sur la sécurité de la vieillesse*, préparé annuellement depuis 1952, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
27. Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, Barème des taux des allocations pour la formation de la main-d'oeuvre, tableaux statistiques spéciaux fournis à Santé nationale et Bien-être social.
28. Statistique des allocations aux anciens combattants, totalisations statistiques spéciales préparées par le ministère des Affaires des anciens combattants, 1977.
29. Statistique des pensions d'anciens combattants, d'invalidité et de personnes à charge, totalisations statistiques spéciales préparées par le ministère des Affaires des anciens combattants, 1977.
30. *Bulletin statistique du Régime de pensions du Canada*, publié chaque trimestre, 1969-1976, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
31. *Bulletin statistique de la Régie des rentes du Québec*, publié chaque trimestre, 1967-1976, Québec.
32. Assurance-chômage, paiements nets par province, totalisations spéciales établies par province, 1941-1976, Statistique Canada, 1977.
33. Réparation des accidents du travail, statistiques provinciales et nationales, établies annuellement par la Division de la réparation des accidents du travail du ministère fédéral du Travail, 1915-1976.
34. *Santé et Bien-être au Canada*, publié de 1955 à 1971 par la Direction de la recherche et de la statistique du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
35. *Rapport annuel sur l'administration des allocations aux aveugles au Canada*, publié annuellement, 1952-1975, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
36. *Rapport annuel sur l'administration des allocations aux invalides au Canada*, publié annuellement, 1955-1975, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
37. *Rapports financiers annuels*, 1927-1948, ministère fédéral des Finances.
38. *Rapport annuel sur la réadaptation professionnelle des invalides*, publié annuellement par le ministère du Travail, 1962-1966; le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, 1967-1973; et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, 1973-1976.

39. Rapports annuels, trimestriels et mensuels des provinces sur le bien-être, titres divers, administrations provinciales pertinentes.

40. *Historical Review of Financial Statistics of Governments in Canada, 1952-1962*, Statistique Canada.

#### **Notes relatives aux tableaux**

Cette section présente une introduction sommaire qui décrit les programmes représentés dans les tableaux. Comme les barèmes des taux des prestations ont changé fréquemment, il n'a pas été possible d'incorporer des tableaux des changements à cet égard. Toutefois, ces tableaux figurent dans les sources, qui sont présentées (par numéro) immédiatement après chaque en-tête de tableau. Les titres ne sont pas répétés au complet puisque tous les tableaux portent sur le Canada et les provinces, et que des tableaux adjacents renferment des renseignements concernant les bénéficiaires et les montants reçus.

### **Programmes fédéraux de sécurité du revenu (séries C1-195)**

#### **C1-65. Allocations familiales et aux jeunes**

SOURCE: 16, 17, 22, 23, 24, 25, 34.

La Loi sur les allocations familiales, sanctionnée en 1945, prévoyait des paiements directs aux familles dont la résidence était établie et qui avaient la charge d'enfants de moins de 16 ans. En 1961, la Loi sur l'assistance familiale englobait les enfants des immigrants au pays depuis un an et la Loi du Québec sur les allocations scolaires, les enfants de 16 et 17 ans aux études. En 1964, des prestations analogues ont été instituées pour ce groupe d'âge par le gouvernement fédéral pour toutes les autres provinces aux termes de la Loi sur les allocations aux jeunes. En 1973, la Loi sur les allocations familiales a été révisée de façon à englober tous les enfants résidents jusqu'à 18 ans demeurant au foyer, et les prestations mensuelles ont été portées à \$20 par enfant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974. Les paiements d'assistance familiale pour le Canada figurent à la série C562. Pour des renseignements au sujet du barème historique des taux, voir la source 14, p. 209-217.

#### **C66-117. Sécurité de la vieillesse et supplément de revenu garanti**

SOURCE: 16, 17, 23, 26, 34.

En 1952, la Loi sur la sécurité de la vieillesse a été instituée en remplacement de la Loi des pensions de vieillesse; programme fédéral-provincial à coûts partagés, la sécurité de la vieillesse (SV) accordait un revenu mensuel de base d'une valeur de \$40 à toutes les personnes âgées de 70 ans et plus qui satisfaisaient aux conditions de résidence au Canada. En 1966, le programme a été modifié de façon à réduire l'âge d'admissibilité d'un an chaque année jusqu'à 65 ans en 1970. En 1966, un supplément de revenu garanti (SRG) déterminé en fonction du revenu imposable était très faible ou inexistant. En octobre 1975 était adoptée la Loi sur l'allocation au conjoint qui accorde des prestations du niveau de la SV/SRG aux conjoints âgés de 60 à 64 ans dont le revenu est jugé insuffisant. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir la source 14, p. 254-261.

#### **C118-143. Formation de la main-d'oeuvre**

SOURCE: 5, 12, 16, 17, 27.

En 1967, le gouvernement fédéral a institué le programme de formation de la main-d'oeuvre au Canada. Les allocations de formation devaient fournir un revenu de base aux personnes en chômage pendant une période de formation dans un établissement en vue d'acquérir les aptitudes professionnelles qui leur permettent de retourner sur le marché du travail. Pour le barème historique des taux des allocations, voir la source 27. Le programme prévoit également des paiements directs aux entreprises qui donnent une formation en cours d'emploi. Les dépenses pour l'ensemble du Canada au titre du programme de formation industrielle de la main-d'oeuvre au Canada figurent aux séries C560-571.

Depuis 1957, le gouvernement fédéral accorde également une aide financière aux immigrants réfugiés durant leur période initiale d'adaptation. Les chiffres pour l'ensemble du Canada figurent à la série C567.

#### **C144-156. Paiements d'assistance sociale aux Indiens inscrits**

SOURCE: 10, 14 (p. 695-698), 16, 17.

Depuis 1948, le gouvernement fédéral accorde une aide financière directe aux Indiens inscrits qui sont dans le besoin. Ces paiements sont effectués par l'entremise du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et administrés par les conseils des bandes indiennes, les fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et les ministères provinciaux du Bien-être.

## **C157-195. Allocations aux anciens combattants et pensions d'invalidité pour les anciens combattants**

SOURCE: 16, 17, 28, 29.

Après la Première Guerre mondiale, aux termes de la Loi de 1919 sur les pensions d'anciens combattants, le gouvernement fédéral a commencé à accorder des pensions aux personnes qui avaient servi dans les Forces armées et qui souffraient encore d'une incapacité manifeste résultant d'une activité quelconque liée à la guerre. En 1930, il a institué le programme d'allocations aux anciens combattants à l'intention des personnes incapables de pourvoir à leurs propres besoins. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir les sources 9, 10, et 34.

Dans tous les programmes mentionnés ci-haut, la valeur des prestations a été majorée périodiquement par des modifications à la loi ou, plus récemment dans le cas des allocations familiales, de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti, par l'indexation des prestations en fonction de l'indice des prix à la consommation. Voir les sources 1, 3, 5, 6, 9, 10, 14, et 34.

## **Programmes fédéraux et provinciaux d'assurance revenu (séries C196-286)**

### **C196-247. Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec**

SOURCE: 7, 9, 10, 14, 16, 17, 18, 19, 30, 31, 34.

Les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec ont été institués en 1966 en vue d'assurer aux cotisants une protection de leur revenu établie d'après les années de contribution et le niveau des gains admissibles. Les prestations comprennent des pensions de retraite après 65 ans, des prestations aux survivants et des prestations de décès à l'égard des familles des cotisants qui meurent avant 65 ans et des prestations d'invalidité aux cotisants qui se retrouvent dans l'incapacité de travailler pour cause d'invalidité. Les programmes ont été financés par des cotisations d'une valeur égale à 1.8% des gains versés par les employeurs et 1.8% des gains des salariés, jusqu'à concurrence du maximum des gains ouvrant droit à pension. Pour obtenir le total des paiements aux termes des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec, il faut additionner les chiffres des séries C209-221 et C235-247. Pour les barèmes historiques des paiements au titre de ces programmes, voir la source 14, p. 149-156.

### **C248-273. Assurance-chômage**

SOURCE: 9, 10, 14, 15, 16, 17, 20, 32, 34.

La Loi sur l'assurance-chômage, rendue possible par une modification à l'AANB, a été sanctionnée par le gouvernement fédéral en 1941. Elle accordait des prestations de chômage aux personnes travaillant dans l'entreprise, mais excluait certains groupes comme les enseignants et les fonctionnaires. En 1972, la loi a été révisée de façon à englober presque tous les travailleurs; les prestations ont été élargies afin d'assurer une protection du revenu en cas de maladie et d'incapacité temporaire, de maternité, à l'intention des pêcheurs ainsi que des retraités durant la période initiale de retraite. Le programme est financé par des cotisations versées par les employeurs et les salariés, et par des contributions supplémentaires puisées dans les recettes fédérales pour des périodes de chômage élevé et soutenu au niveau régional. Pour obtenir le total des paiements au titre du programme d'assurance-chômage, il faut additionner les chiffres des séries C248-260 et C261-273. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir la source 14, p. 98-106.

### **C274-286. Réparation des accidents du travail**

SOURCE: 4, 9, 13, 33, 34, 407.

Des programmes de réparation des accidents du travail, financés au moyen de cotisations versées par les employeurs, existent aux termes de lois provinciales depuis la Première Guerre mondiale. Ils prévoient des prestations d'ordre médical ainsi que des prestations d'invalidité et des pensions aux travailleurs accidentés ou à leurs survivants. Sont compris ici les aspects de soutien du revenu, c'est-à-dire les paiements en espèces aux bénéficiaires directs. Les coûts des services, ou des biens en nature, ne sont pas compris ici, mais sont pris en compte dans les dépenses au titre des soins sanitaires. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir les sources 4, 9, et 10.

Dans les trois programmes mentionnés ci-haut, le champ d'application des prestations a été élargi et les prestations ont été relevées au cours des années. Récemment, les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec ont indexé les prestations sur les prix à la consommation, et le niveau maximal des gains «assurés» a été majoré par tous les programmes. Voir les sources 4, 7, 9, 10, 14, et 34.

## **Programmes fédéraux-provinciaux de sécurité de revenu à coûts partagés (séries C287-442)**

### **C287-312. Pensions de vieillesse**

SOURCE: 6, 9, 10, 12, 13, 14, 17, 39, 40.

La Loi des pensions de vieillesse de 1927 constituait la première application du principe du partage des coûts d'un programme national de sécurité sociale entre les gouvernements fédéral et provinciaux. En 1928, on partageait moitié moitié le paiement mensuel d'une pension de \$20 aux personnes nécessiteuses âgées de 70 ans et plus. En 1933, la quote-part fédérale a été portée à 75%. Les paiements au titre du programme ont continué jusqu'en 1951, année où celui-ci a été remplacé par la sécurité de la vieillesse, programme administré et financé par le gouvernement fédéral. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir les sources 6, 9, 10, 14 (p. 290-293), et 39.

### **C313-338. Assistance-vieillesse**

SOURCE: 6, 8, 9, 10, 13, 14, 16, 17, 18, 34, 39, 40.

En 1952 était instituée la Loi sur l'assistance-vieillesse, qui prévoyait des paiements mensuels aux personnes de 65 à 69 ans qui étaient dans le besoin; le coût des prestations devait être partagé à part égale entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Le programme a été abandonné en 1970, lorsque l'âge d'admissibilité à la SV a été abaissé à 65 ans. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir la source 14, p. 290-293.

### **C339-364. Allocations aux aveugles**

SOURCE: 6, 8, 9, 10, 13, 14, 16, 17, 18, 25, 34, 35, 39, 40.

Des pensions à coûts partagés pour les aveugles ont été instituées aux termes de la Loi de 1937 sur les pensions aux aveugles; les taux étaient parallèles à ceux de la pension de la vieillesse. Les paiements au titre de ce programme ont été effectués jusqu'en 1951, année où a été instituée la Loi sur les allocations aux aveugles qui offrait des taux plus élevés de prestations, et le partage à part égale des coûts entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir la source 14, p. 295-297.

### **C365-390. Allocations aux invalides**

SOURCE: 6, 8, 9, 10, 13, 14, 16, 17, 18, 25, 34, 36, 40.

En 1954 était instituée la Loi sur les allocations aux invalides, qui prévoyait une prestation mensuelle de \$65 aux personnes âgées de 18 à 64 ans qui ne pouvaient pas travailler pour cause d'invalidité. Le coût de ce programme était partagé à part égale entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir la source 14, p. 298-301.

### **C391-416. Assistance-chômage**

SOURCE: 6, 8, 9, 10, 14, 16, 17, 18, 25, 34, 39, 40.

En 1955 était instituée la Loi sur l'assistance-chômage, qui prévoyait des prestations à l'intention des familles et des personnes dans le besoin. La loi était administrée par les provinces, et le gouvernement fédéral assumait 50% des frais. Le programme d'assistance-chômage s'adressait essentiellement aux personnes aptes au travail, mais il prévoyait également une aide financière aux personnes inaptes au travail placées dans des établissements publics, ainsi qu'une aide supplémentaire aux personnes dans le besoin bénéficiant des trois programmes mentionnés ci-haut, soit l'assistance-vieillesse, les allocations aux aveugles et les allocations aux invalides. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir les sources 6, 9, 10, 34, et 39.

### **C417-442. Régime d'assistance publique du Canada**

SOURCE: 6, 9, 10, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 25, 34, 39.

L'intégration des activités fédérales-provinciales à coûts partagés a été réalisée en 1966 par l'institution du Régime d'assistance publique du Canada. Aux termes de la nouvelle loi, l'aide financière aux familles et aux personnes était calculée en fonction du besoin essentiellement de la même manière que pour l'assistance-chômage. La loi prévoyait également le partage du coût des services sociaux et des projets d'activité professionnelle avec les provinces. Les coûts ont continué à être partagés à part égale comme dans le cas de l'assistance-chômage.

Depuis l'institution du Régime d'assistance publique du Canada, les gouvernements provinciaux ont eu pour politique générale d'abandonner les programmes particuliers (assistance-vieillesse, allocations aux aveugles et allocations aux invalides) en faveur de ce programme général d'assistance sociale. L'aide financière offerte par l'assistance-chômage a également été abandonnée progressivement. Dans diverses provinces, les taux d'assistance sociale sont ajustés périodiquement, soit pour contrebalancer l'inflation, soit pour améliorer le barème des prestations en général. Les règles d'admissibilité, les barèmes des prestations et les aspects administratifs des programmes varient souvent d'une province à l'autre. Pour des renseignements sur le barème historique des taux, voir les sources 6, 8, 10, 14, 18, 34, et 39.

## **Programmes fédéraux et provinciaux de services sociaux et connexes à coûts partagés (séries C443-507)**

### **C443-481. Régime d'assistance publique du Canada, établissements de soins spéciaux, bien-être de l'enfance et autres services de bien-être**

SOURCE: 8, 9, 12, 25.

Aux termes du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral partage avec les provinces le coût d'entretien des personnes dans des établissements tels que les foyers pour personnes âgées, les foyers pour mères célibataires, les centres d'accueil de la jeunesse, etc. Il participe également à l'administration des services de bien-être de l'enfance tels que les services de protection, l'adoption et les soins aux enfants, et à l'exécution d'une vaste gamme de services de bien-être social tels que l'orientation, la rééducation et les projets d'activité professionnelle. Le Régime d'assistance publique du Canada prévoit également le partage du coût des services de santé non assurés. Le coût de ces services est pris en compte dans les services de soins sanitaires à la Section B de cette publication.

### **C482-494. Réadaptation professionnelle des invalides**

SOURCE: 1, 5, 6, 8, 9, 10, 14, 38.

Aux termes de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides, le gouvernement fédéral partage avec les provinces le coût d'un programme intégré de services sociaux, professionnels et médicaux, dans le but d'aider les invalides à redevenir aptes au travail et à trouver un emploi.

### **C495-507. Services sociaux à l'intention des Indiens inscrits**

SOURCE: 1, 3, 10, 16, 17, 34.

Aux termes de la Loi sur les Indiens, le gouvernement fédéral fournit un large éventail de service de bien-être social aux Indiens inscrits, notamment des services de bien-être de l'enfance, des services de soins en institution pour les personnes âgées et invalides, des services de réadaptation pour les invalides et des programmes de création d'emplois.

Sont également comprises les dépenses au titre des voyages de stagiaires, programme qui fournit des services spéciaux aux travailleurs en assumant les frais de transport des stagiaires aux centres de formation de la main-d'oeuvre et en conseillant les travailleurs qui éprouvent des difficultés particulières à obtenir un emploi convenable. Les dépenses nationales au titre de ce service figurent à la série C587. Voir la source 5.

## **Programmes provinciaux-municipaux de sécurité du revenu (séries C508-559)**

### **C508-533. Allocations aux mères, 1926 à 1966**

SOURCE: 6, 9, 10, 34, 39.

A partir de la Première Guerre mondiale, certaines provinces ont institué des lois sur les allocations aux mères afin d'offrir un soutien du revenu aux mères ayant seules la charge d'enfants. Les programmes, qui étaient financés par la province et les municipalités, ont été offerts par toutes les provinces avec le temps. Certaines ont cessé de les financer après l'adoption de la Loi sur l'assistance-chômage en 1955. D'autres ont transféré plus tard tous leurs cas au Régime d'assistance publique du Canada. Pour des renseignements sur les barèmes historiques des taux, voir les sources 6, 9, 10, 34, et 39.

### **C534-559. Dépenses provinciales-municipales au titre de la sécurité du revenu non partagées avec le gouvernement fédéral**

SOURCE: 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 34, 39.

Cette catégorie de dépenses n'a pas été bien définie historiquement sur le plan statistique. Il a donc fallu se restreindre à des chiffres globaux pour tous les autres programmes. Ceux-ci ont été obtenus en soustrayant le montant total des dépenses à coûts partagés des programmes fédéraux-provinciaux de bien-être du montant total des dépenses provinciales en matière de bien-être (abstraction faite de la réparation des accidents du travail pour 1971-1976) publié par Statistique Canada dans *Finances des administrations publiques provinciales* (68-206 au catalogue). Le reste représente les dépenses provinciales et municipales au chapitre du bien-être qui n'étaient pas partagées avec le gouvernement fédéral, et elles excluent donc les dépenses pour les allocations aux mères (séries C534-546). La partie inférieure du tableau (séries C547-559) comprend les allocations aux mères de 1951 à 1966, c'est-à-dire avant l'institution du Régime d'assistance publique du Canada.

Quatre éléments importants de ces dépenses provinciales-municipales doivent être identifiés. Les paiements provinciaux au titre du bien-être (allocations aux mères) et les frais provinciaux d'administration représentent les principales catégories. Aux termes des ententes fédérales-provinciales de partage des coûts, le gouvernement fédéral n'a pas partagé pleinement *tous* les coûts. Il n'a donc pas pleinement partagé toutes les dépenses d'administration du bien-être des gouvernements provinciaux; les dépenses d'équipement social ont aussi été traditionnellement exclues du partage des coûts avec le gouvernement fédéral, sauf pour une petite portion des dépenses d'équipement et d'entretien prévue par le Régime d'assistance publique du Canada et par des ententes fédérales-provinciales de partage des coûts de construction de garderies.

Les services de bien-être de l'enfance, par exemple, constituent une catégorie de services provinciaux de bien-être qui ne faisaient pas l'objet d'un partage des coûts avec le gouvernement fédéral avant l'institution du Régime d'assistance publique du Canada en 1966. Actuellement, il n'y a pas de partage avec le gouvernement fédéral pour ce qui concerne les dégrèvements et les crédits d'impôts provinciaux accordés aux contribuables sur les loyers et autres frais d'habitation, et aux cultivateurs sur leurs frais d'équipement. Il n'est pas possible de répartir ces dépenses de façon précise sur le plan historique, mais leur importance relative s'est accrue considérablement (pour dépasser le demi-milliard de dollars) ces dernières années.

## **Dépenses publiques au titre de la sécurité sociale par grandes catégories de programmes (séries C560-599)**

Cette section résume les données statistiques présentées dans les cinq premières sections de ce chapitre afin de fournir une estimation du montant total des dépenses publiques à tous les paliers de gouvernement au titre des programmes de sécurité sociale, définis globalement.

### **C560-571. Dépenses fédérales au titre des programmes de sécurité du revenu**

Ce tableau présente les totaux nationaux établis d'après les dépenses fédérales au titre des programmes de sécurité du revenu, auxquels sont ajoutés trois autres programmes: assistance familiale, programme de formation industrielle de la main-d'oeuvre au Canada et aide aux immigrants réfugiés. Il s'agit là de programmes fédéraux pour lesquels il n'existe pas de ventilation des dépenses au niveau provincial.

### **C572-576. Dépenses fédérales et provinciales au titre de l'assurance revenu**

Ce tableau résume le total des paiements fédéraux et le total des paiements de transfert provinciaux aux termes des programmes d'assurance revenu.

### **C577-582. Dépenses fédérales-provinciales à coûts partagés pour l'assistance financière directe de personnes**

Les dépenses totales fédérales et provinciales au titre des programmes à coûts partagés qui fournissent une assistance financière directe aux personnes, c'est-à-dire l'aspect des programmes relatifs au soutien du revenu, sont résumées dans ce tableau.

### **C583-590. Dépenses relatives aux services sociaux au titre des programmes et services de bien-être fédéraux et fédéraux-provinciaux à coûts partagés**

Ce tableau présente une estimation des dépenses totales pour les programmes de services sociaux payés par le gouvernement provincial ou par les gouvernements fédéral et provinciaux. Il comprend les trois principales catégories de services financées aux termes du Régime d'assistance publique du Canada; la réadaptation professionnelle des invalides (autre programme fédéral-provincial à coûts partagés); les services fédéraux à l'intention des Indiens inscrits; les subventions de mobilité de la main-d'oeuvre au Canada, qui aident les chômeurs à se relocaliser là où ils peuvent trouver un emploi; et un total partiel des autres dépenses effectuées par le gouvernement fédéral au titre de la sécurité sociale, par exemple le programme de subventions nationales au bien-être (pour la recherche et les projets témoins), Nouveaux Horizons et la planification familiale.

### **C591-599. Résumé des dépenses publiques au titre de la sécurité sociale par grandes catégories de programmes**

Ce tableau présente des estimations des dépenses annuelles totales pour tous les paliers de gouvernement au chapitre de la sécurité sociale, définies globalement. Les éléments de la première partie du tableau se trouvent dans les tableaux sommaires précédents<sup>9</sup>. Sont comprises dans le total général des dépenses au titre de la sécurité sociale les dépenses d'administration des programmes de bien-être ainsi que les dépenses totales concernant les soins sanitaires. Ces dernières figurent en détail dans la section B de ce volume.

#### **Notes des renvois**

<sup>1</sup> Pour la plupart des programmes au sujet desquels on a obtenu des renseignements, des données sur les dépenses de même que des données sur les nombres de cas, de bénéficiaires ou de prestataires ont été fournies.

<sup>2</sup> Par exemple, dans certaines provinces, les programmes de bien-être de l'enfance sont administrés par des organismes privés sans but lucratif tels que les Sociétés d'aide à l'enfance.

<sup>3</sup> *Sécurité du revenu et services sociaux*, Ottawa, Bureau du Conseil privé, 1969, p. 9.

<sup>4</sup> On peut mentionner à titre d'exemples d'activités collectives privées les régimes collectifs d'assurance-vie, d'assurance soins dentaires et de pensions.

<sup>5</sup> Les régimes de pensions des fonctionnaires ne sont pas compris dans cette catégorie. Ils seraient pris en compte dans «dépenses privées au titre de la sécurité sociale» puisqu'ils sont analogues aux régimes financés à la fois par les salariés et les employeurs dans l'entreprise privée.

<sup>6</sup> Les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec prévoient également des prestations d'invalidité, des prestations aux survivants et des prestations de décès, et le programme d'assurance-chômage prévoit des prestations de maladie et de maternité.

<sup>7</sup> Voir la Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires) et, pour une brève explication, "General Payments to Other Governments", chapitre 10, *The National Finances*, (Toronto, Association canadienne d'études fiscales, 1967), p. 134-147.

<sup>8</sup> Pour de plus amples renseignements au sujet de la documentation de Santé nationale et Bien-être social Canada concernant les sources non publiées, s'adresser à la Direction des systèmes d'information (bien-être), ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, immeuble Brooke Claxton, Tunney's Pasture, Ottawa, KIA 0K9.

<sup>9</sup> Les dépenses provinciales et municipales au titre des programmes de soutien du revenu et de services sociaux dont les coûts ne sont pas partagés avec le gouvernement fédéral sont pris en compte dans C534-559. Les totaux sont également reportés dans le tableau ci-haut.

**Séries C1-13. Allocations familiales,<sup>1</sup> nombre moyen d'enfants allocataires,<sup>2</sup> pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1947 à 1976**

Année	Canada	Terre-Neuve <sup>3</sup>	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>4</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>4</sup>
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1976	7,320,493	226,154	41,252	276,395	237,154	1,968,706	2,561,532	326,265	306,405	604,101	742,920	7,822	19,256
1975	7,311,436	225,991	41,255	277,930	235,894	1,980,611	2,561,059	326,785	306,965	594,868	738,429	7,554	18,418
1974 <sup>1</sup>	6,768,279	211,531	37,750	256,045	217,227	1,840,685	2,426,877	305,201	283,307	549,199	616,887	6,388	17,182
1973	6,767,000	208,710	37,038	251,620	213,010	1,844,900	2,397,200	308,270	283,620	546,050	653,460	23,031 <sup>4</sup>	
1972	6,809,400	209,510	37,541	254,550	215,590	1,893,500	2,383,900	304,240	297,990	545,690	645,160	21,642	
1971	6,844,200	209,280	37,820	256,450	217,430	1,937,200	2,365,800	306,650	307,230	545,350	638,420	22,551	
1970	6,867,700	210,770	38,298	259,000	221,170	1,980,600	2,345,200	309,630	317,220	536,700	629,850	19,189	
1969	6,887,000	210,870	38,866	262,040	225,500	2,009,300	2,330,900	312,380	324,700	533,620	620,680	18,228	
1968	6,892,300	210,450	39,200	263,960	228,910	2,028,100	2,321,000	313,750	328,760	528,410	612,210	17,548	
1967	6,877,000	210,410	39,454	266,180	231,500	2,038,900	2,300,000	316,940	331,730	526,390	598,650	16,878	
1966	6,843,700	210,400	39,986	268,600	234,810	2,041,200	2,266,600	322,990	334,220	526,260	582,000	16,609	
1965	6,780,500	209,580	40,430	270,880	236,280	2,028,200	2,230,000	322,760	334,920	523,530	567,790	16,220	
1964	6,697,800	208,410	40,532	271,210	238,060	2,009,100	2,190,900	320,770	332,600	514,580	555,860	15,817	
1963	6,617,700	206,090	40,281	271,720	239,690	1,988,500	2,155,400	317,610	330,480	504,690	545,730	17,471	
1962	6,491,000	203,410	39,594	269,030	238,420	1,959,400	2,103,600	312,560	328,230	488,430	532,020	16,232	
1961	6,317,800	199,010	38,599	264,280	234,420	1,917,400	2,035,000	304,970	322,770	469,640	516,500	15,209	
1960	6,134,100	194,460	37,920	260,420	231,270	1,872,700	1,961,700	296,870	317,250	448,950	498,440	14,153	
1959	5,933,900	189,790	37,264	256,090	226,850	1,821,500	1,881,900	289,030	310,840	428,310	479,450	12,928	
1958	5,682,700	184,160	36,550	251,310	221,310	1,757,000	1,779,700	280,090	302,270	404,970	453,570	11,843	
1957	5,480,000	178,610	36,206	246,630	217,000	1,703,500	1,698,200	275,230	297,520	388,480	427,440	11,243	
1956	5,282,700	172,770	36,040	241,840	213,060	1,652,000	1,618,900	269,270	293,990	372,270	401,600	10,957	
1955	5,064,100	166,780	35,683	236,000	208,190	1,595,400	1,534,400	259,360	287,060	352,210	378,520	10,401	
1954	4,840,800	160,440	35,279	230,370	203,600	1,534,900	1,449,000	249,560	277,600	331,830	358,380	9,788	
1953	4,633,700	154,270	34,938	225,000	198,640	1,480,900	1,367,700	240,270	270,680	312,810	339,050	9,419	
1952	4,454,000	148,310	34,528	220,420	193,330	1,430,600	1,298,100	232,270	266,780	298,780	321,870	9,004	
1951	4,294,500	142,440	34,094	216,420	190,760	1,381,400	1,237,300	225,250	264,140	287,240	306,880	8,593	
1950 <sup>3</sup>	4,116,200	134,820	33,166	211,270	185,770	1,326,600	1,174,100	216,850	260,300	274,620	290,680	8,065	
1949	3,823,400	–	32,268	204,740	178,750	1,281,300	1,118,900	210,050	258,580	259,930	271,460	7,536	
1948	3,704,900	–	31,715	199,940	172,390	1,247,200	1,078,000	206,070	257,750	252,620	252,330	6,664	
1947	3,429,600	–	30,736	187,260	161,500	1,170,900	976,240	193,070	250,400	236,220	218,810	4,601	

<sup>1</sup> La Loi sur les allocations familiales de 1944 a été révisée en janvier 1974. Aux termes de cette nouvelle loi, le nombre d'enfants allocataires comprend les enfants anciennement couverts par les programmes d'allocations aux jeunes et d'assistance familiale.

<sup>2</sup> Il y a un compte distinct pour chaque enfant dans un établissement de soins spéciaux et pour chaque enfant placé dans un foyer nourricier.

<sup>3</sup> Terre-Neuve est prise en compte à partir de 1950.

<sup>4</sup> Il n'existe pas de chiffres distincts pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest avant 1974.

Séries C14-26. Allocations familiales,<sup>1</sup> nombre moyen de familles allocataires,<sup>2</sup> pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1947 à 1976

Année	Canada	Terre-Neuve <sup>3</sup>	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>4</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>4</sup>
	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1976	3,476,940	90,333	17,337	126,455	104,682	945,946	1,250,250	151,254	135,238	279,552	364,878	3,641	7,375
1975	3,400,544	87,788	16,829	124,308	101,122	928,276	1,226,900	148,913	132,630	269,292	355,805	3,448	6,953
1974 <sup>1</sup>	3,178,700	82,699	15,551	116,208	93,532	879,409	1,142,304	139,352	125,430	250,672	323,892	3,203	6,506
1973	3,086,000	79,799	15,049	112,460	90,027	855,750	1,110,000	137,040	123,360	242,910	310,350	9,233	4
1972	3,047,900	77,669	14,700	111,030	88,522	848,350	1,097,500	134,460	124,590	239,320	302,880	8,802	
1971	3,001,400	75,534	14,463	109,450	86,807	839,630	1,078,000	133,390	126,510	234,810	294,530	8,209	
1970	2,960,300	74,516	14,343	108,160	86,033	834,540	1,058,100	132,420	129,880	229,410	285,320	7,580	
1969	2,914,600	73,010	14,284	107,250	85,502	823,860	1,039,600	131,780	131,210	223,970	277,030	7,071	
1968	2,863,800	71,229	14,165	105,970	83,685	812,240	1,019,900	130,990	131,140	218,590	269,250	6,689	
1967	2,813,700	70,016	14,085	105,010	82,884	799,860	997,840	131,330	131,160	214,770	260,310	6,447	
1966	2,766,800	68,993	14,133	104,880	82,810	787,410	973,570	132,790	131,420	213,111	251,310	6,338	
1965	2,730,900	68,042	14,313	105,610	82,680	774,540	957,210	133,450	131,460	212,130	245,200	6,240	
1964	2,697,100	67,215	14,419	105,840	82,925	760,700	944,740	133,010	131,130	209,990	241,020	6,142	
1963	2,667,900	66,249	14,327	106,140	83,285	746,540	935,090	132,760	131,700	207,040	238,250	6,482	
1962	2,630,100	65,168	14,099	105,450	82,941	732,240	922,610	131,740	132,090	202,350	235,300	6,120	
1961	2,580,700	63,881	13,797	104,450	81,947	715,030	904,790	129,890	131,630	197,080	232,380	5,796	
1960	2,525,500	62,809	13,612	103,700	81,292	697,030	883,370	127,970	130,940	191,100	228,210	5,460	
1959	2,457,800	61,605	13,379	102,330	80,114	677,840	855,970	125,840	129,260	184,300	221,960	5,218	
1958	2,366,900	60,318	13,198	100,730	78,543	654,130	816,810	123,111	127,070	175,900	212,100	4,935	
1957	2,297,500	58,995	13,146	99,433	77,519	634,180	787,690	122,210	126,750	170,390	202,370	4,792	
1956	2,233,100	57,494	13,195	98,324	76,808	616,190	760,500	120,980	127,080	165,170	192,680	4,714	
1955	2,159,600	55,983	13,191	96,576	75,714	596,930	729,700	118,030	125,550	158,700	184,720	4,523	
1954	2,081,700	54,510	13,207	94,987	74,913	575,670	698,080	114,860	122,460	151,161	177,570	4,307	
1953	2,006,400	53,166	13,245	93,630	73,985	554,750	667,000	111,990	120,000	143,950	170,480	4,213	
1952	1,940,100	52,051	13,303	92,433	72,850	534,580	640,080	109,500	118,840	138,490	163,890	4,070	
1951	1,885,000	51,118	13,307	91,571	72,781	517,870	616,410	107,190	118,160	133,880	158,720	3,958	
1950 <sup>3</sup>	1,818,100	49,417	13,104	90,108	71,736	498,870	590,710	103,950	116,280	127,890	152,300	3,721	
1949	1,702,100	–	12,863	88,063	69,665	479,410	566,280	101,230	115,220	122,040	143,930	3,448	
1948	1,638,500	–	12,570	86,005	67,244	460,570	544,190	99,154	114,310	117,800	133,640	3,051	
1947	1,477,600	–	12,097	79,034	61,388	419,610	480,270	91,622	109,000	108,250	114,370	2,030	

<sup>1</sup> La Loi sur les allocations familiales de 1944 a été révisée en janvier 1974. Aux termes de cette nouvelle loi, le nombre d'enfants allocataires comprend les enfants anciennement couverts par les programmes d'allocations aux jeunes et d'assistance familiale.

<sup>2</sup> Il y a un compte distinct pour chaque enfant dans un établissement de soins spéciaux et pour chaque enfant placé dans un foyer nourricier.

<sup>3</sup> Terre-Neuve est prise en compte à partir de 1950.

<sup>4</sup> Il n'existe pas de chiffres distincts pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest avant 1974.

**Séries C27-39. Allocations familiales,<sup>1</sup> paiements fédéraux,<sup>2</sup> pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1946 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve <sup>3</sup>	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>4</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>4</sup>
	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
1976	1,957,500	60,200	11,000	73,600	63,300	528,200	685,800	87,100	81,600	160,700	198,700	2,100	5,200
1975	1,824,082	55,970	10,196	68,828	58,755	496,632	637,404	81,332	76,165	148,094	184,145	1,899	4,663
1974 <sup>1</sup>	946,246	29,301	5,408	35,965	30,352	257,930	330,836	42,259	40,031	76,644	94,171	3,348	4
1973	548,623	16,906	3,062	20,718	17,517	152,650	190,324	24,434	23,570	44,157	53,405	1,882	
1972	554,407	16,946	3,080	20,892	17,687	156,176	191,377	24,748	24,266	44,345	53,086	1,804	
1971	557,878	16,943	3,092	21,016	17,810	159,084	191,450	24,978	24,997	44,296	52,514	1,699	
1970	560,050	17,048	3,121	21,145	18,071	161,788	190,540	25,165	25,937	44,001	51,646	1,586	
1969	560,186	17,047	3,160	21,307	18,399	163,502	189,231	25,332	26,471	43,554	50,686	1,497	
1968	558,774	16,983	3,179	21,411	18,596	164,637	187,636	25,433	26,711	42,991	49,774	1,425	
1967	555,795	16,960	3,190	21,508	18,752	165,096	185,309	25,651	26,871	42,564	48,526	1,367	
1966	551,735	16,945	3,232	21,637	18,983	164,972	182,378	25,926	26,988	42,346	47,007	1,322	
1965	545,775	16,871	3,266	21,776	19,069	163,888	179,056	25,927	26,891	41,996	45,745	1,289	
1964	538,312	16,747	3,274	21,791	19,198	162,172	175,545	25,727	26,650	41,228	44,712	1,268	
1963	531,566	16,562	3,260	21,839	19,341	160,299	172,711	25,524	26,540	40,316	43,834	1,341	
1962	520,781	16,337	3,205	21,624	19,223	157,713	168,442	25,065	26,313	38,928	42,687	1,244	
1961	506,192	15,960	3,124	21,242	18,878	154,185	162,611	24,385	25,849	37,365	41,433	1,160	
1960	491,214	15,566	3,063	20,933	18,589	150,463	156,682	23,731	25,364	35,766	39,984	1,075	
1959	474,787	15,163	2,994	20,560	18,202	146,278	150,186	23,092	24,789	34,123	38,409	990	
1958	437,887	14,131	2,824	19,400	17,075	136,081	136,706	21,521	23,242	31,030	34,969	907	
1957	397,518	12,881	2,641	17,973	15,779	124,368	122,539	19,889	21,645	27,953	31,029	819	
1956	382,535	12,415	2,622	17,597	15,452	120,390	116,604	19,419	21,401	26,753	29,097	786	
1955	366,466	11,968	2,591	17,148	15,073	116,057	110,492	18,705	20,895	25,391	27,406	740	
1954	350,114	11,498	2,558	16,716	14,701	111,441	104,410	17,980	20,245	23,958	25,904	703	
1953	334,198	11,039	2,523	16,297	14,288	107,084	98,304	17,284	19,723	22,576	24,400	681	
1952	320,458	10,614	2,496	15,950	13,893	102,884	93,207	16,703	19,424	21,573	23,064	650	
1951	309,465	10,224	2,467	15,660	13,708	99,558	89,035	16,236	19,237	20,762	21,953	625	
1950 <sup>3</sup>	297,514	9,747	2,411	15,292	13,375	95,902	84,941	15,669	18,954	19,822	20,814	588	
1949	270,910	–	2,295	14,515	12,462	89,304	80,151	15,016	18,527	18,695	19,348	595	
1948	263,165	–	2,256	14,208	12,087	87,157	77,329	14,798	18,561	18,182	18,012	574	
1947	245,141	–	2,192	13,358	11,394	82,390	70,326	14,007	18,120	17,159	15,722	471	
1946	172,632	–	1,619	9,519	8,112	57,962	49,208	9,896	13,195	12,262	10,693	166	

<sup>1</sup> La Loi sur les allocations familiales de 1944 a été révisée en janvier 1974. Aux termes de cette nouvelle loi, le nombre d'enfants allocataires comprend les enfants anciennement couverts par les programmes d'allocations aux jeunes et d'assistance familiale.

<sup>2</sup> Il y a un compte distinct pour chaque enfant dans un établissement de soins spéciaux et pour chaque enfant placé dans un foyer nourricier.

<sup>3</sup> Terre-Neuve est prise en compte à partir de 1950.

<sup>4</sup> Il n'existe pas de chiffres distincts pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest avant 1974.

**Séries C40-52. Allocations aux jeunes,<sup>1</sup> et allocations scolaires au Québec<sup>2</sup>, enfants allocataires, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1965 à 1974**

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52
1974 <sup>3,4</sup>	698,055	17,029	3,788	26,995	24,334	186,722	249,337	31,523	31,423	55,089	70,682	428	705
1973	709,739	18,405	3,908	27,605	23,626	196,025	248,745	31,972	32,874	56,015	69,518	407	639
1972	717,372	18,876	3,953	28,010	23,790	201,119	248,194	32,702	34,132	56,263	69,352	418	563
1971	705,193	18,682	3,848	27,716	23,449	196,233	245,042	32,812	34,094	54,743	67,632	402	540
1970	671,530	18,046	3,765	26,584	22,368	187,054	233,271	31,484	33,347	51,264	63,554	314	479
1969	642,681	17,206	3,543	25,025	21,659	180,296	222,576	30,331	32,155	48,663	60,502	296	429
1968	606,250	16,024	3,380	23,673	20,840	171,685	208,575	28,833	30,510	45,129	56,939	280	382
1967	573,815	15,684	3,470	23,130	20,077	161,694	194,095	27,909	29,804	43,103	54,291	244	314
1966	550,310	15,121	3,593	23,148	20,072	145,516	190,706	28,078	29,699	42,058	51,770	259	290
1965 <sup>5</sup>	537,195	13,798	3,435	23,549	20,079	139,158	187,713	28,123	29,253	41,451	50,139	262	235

<sup>1</sup> Programme entré en vigueur dans toutes les provinces sauf au Québec en 1964 avec une prestation mensuelle de \$10 pour tous les jeunes de 16 et 17 ans aux études.

<sup>2</sup> Programme entré en vigueur au Québec en 1961 avec une prestation mensuelle de \$10 pour tous les jeunes de 16 et 17 ans aux études. [Les paiements représentent les contributions du Québec aux termes de la Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et de la Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires).]

<sup>3</sup> Les programmes d'allocations aux jeunes et d'allocations scolaires au Québec ont tous deux pris fin le 31 décembre 1973. A compter de janvier 1974, les paiements aux familles ayant des jeunes de 16 et 17 ans ont été effectués aux termes de la nouvelle Loi de 1973 sur les allocations familiales.

<sup>4</sup> Période de neuf mois terminée le 31 décembre 1973.

<sup>5</sup> Période de sept mois terminée le 31 décembre 1965.

**Séries C53-65. Allocations aux jeunes,<sup>1</sup> et allocations scolaires au Québec<sup>2</sup>, paiements fédéraux, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1965 à 1974**

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65
1974 <sup>3,4</sup>	65,418	1,551	353	2,537	2,173	18,354	23,193	2,882	2,932	5,072	6,269	38	64
1973	82,790	2,063	450	3,205	2,741	23,582	28,778	3,699	3,802	6,426	7,925	45	74
1972	82,654	2,117	452	3,256	2,746	23,000	28,856	3,800	3,941	6,447	7,922	48	69
1971	80,420	2,061	441	3,173	2,676	22,400	28,054	3,722	3,916	6,217	7,656	41	61
1970	76,502	1,967	422	3,003	2,561	21,400	26,653	3,602	3,783	5,823	7,195	39	52
1969	73,257	1,865	401	2,834	2,486	20,800	25,343	3,475	3,633	5,498	6,837	34	50
1968	68,927	1,747	392	2,698	2,361	19,500	23,763	3,294	3,487	5,148	6,462	29	45
1967	66,033	1,687	398	2,654	2,300	18,637	22,492	3,243	3,435	4,961	6,159	28	39
1966	63,975	1,592	395	2,692	2,311	17,506	21,978	3,249	3,415	4,837	5,934	30	34
1965 <sup>5</sup>	36,411	882	231	1,591	1,353	9,541	12,652	1,916	1,990	2,807	3,415	16	17

<sup>1</sup> Programme entré en vigueur dans toutes les provinces sauf au Québec en 1964 avec une prestation mensuelle de \$10 pour tous les jeunes de 16 et 17 ans aux études.

<sup>2</sup> Programme entré en vigueur au Québec en 1961 avec une prestation mensuelle de \$10 pour tous les jeunes de 16 et 17 ans aux études. [Les paiements représentent les contributions du Québec aux termes de la Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et de la Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires).]

<sup>3</sup> Les programmes d'allocations aux jeunes et d'allocations scolaires au Québec ont tous deux pris fin le 31 décembre 1973. A compter de janvier 1974, les paiements aux familles ayant des jeunes de 16 et 17 ans ont été effectués aux termes de la nouvelle Loi de 1973 sur les allocations familiales.

<sup>4</sup> Période de neuf mois terminée le 31 décembre 1973.

<sup>5</sup> Période de sept mois terminée le 31 décembre 1965.

Séries C66-78. Sécurité de la vieillesse, nombre moyen de pensionnés, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1953 à 1976

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>1</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>1</sup>
	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78
1976	1,936,200	35,903	13,118	78,602	59,674	472,190	709,640	104,120	100,870	131,490	229,004	533	1,002
1975	1,887,800	34,858	12,958	76,821	58,267	458,060	692,630	102,140	99,535	128,220	222,850	534	959
1974	1,838,000	33,879	12,783	75,286	56,975	442,970	675,200	100,150	98,201	124,750	216,319	529	913
1973	1,791,400	33,076	12,561	73,806	55,642	429,980	659,420	98,238	96,758	121,250	209,300	511	882
1972	1,745,500	32,464	12,361	72,501	54,557	416,690	642,960	96,409	94,579	118,060	203,590	502	848
1971	1,701,500	31,915	12,334	71,041	53,637	403,150	626,910	94,627	93,085	115,030	198,450	468	815
1970	1,560,900	29,640	11,671	66,040	49,940	364,440	575,050	88,005	86,839	104,850	183,200	430	745
1969	1,406,800	26,710	10,780	60,901	45,632	322,640	518,090	80,332	79,677	94,130	166,860	382	665
1968	1,273,600	24,129	9,908	56,063	41,781	286,670	470,520	73,556	73,053	85,035	151,990	344	583
1967	1,143,800	21,876	9,086	51,393	38,047	253,590	417,800	67,338	67,905	76,860	139,100	305	513
1966 <sup>2</sup>	1,028,800	19,215	8,236	46,489	34,309	223,550	374,340	61,580	62,846	69,469	127,710	235	499
1965	985,320	18,707	7,899	44,823	33,043	211,780	357,630	59,375	61,100	66,612	123,650	700 <sup>1</sup>	
1964	963,130	18,319	7,716	44,065	32,344	205,600	348,740	58,203	60,283	65,108	122,080	671	
1963	941,980	17,994	7,631	43,273	31,738	200,020	340,920	57,284	59,260	63,677	119,510	670	
1962	919,070	17,583	7,562	42,399	31,171	194,360	332,510	56,065	58,092	61,954	116,730	642	
1961	894,810	17,199	7,435	41,561	30,561	188,600	324,410	54,504	56,528	59,844	113,550	613	
1960	869,810	16,859	7,247	40,682	29,903	182,640	315,750	52,915	54,690	57,447	110,270	618	
1959	845,840	16,703	7,225	40,310	29,448	177,760	307,870	51,386	52,859	54,993	106,670	613	
1958	816,610	16,403	7,102	39,447	28,697	172,180	298,430	49,167	50,488	52,196	101,920	592	
1957	788,460	16,129	6,985	38,735	28,036	166,320	289,140	47,447	48,377	49,595	97,132	566	
1956	761,670	15,841	6,868	38,131	27,453	161,060	280,370	45,624	46,301	46,993	92,473	551	
1955	734,080	15,536	6,761	37,605	26,836	155,990	270,810	43,772	43,950	44,378	87,937	506	
1954	704,550	15,081	6,642	36,701	26,128	150,500	261,280	41,683	41,689	41,747	82,644	458	
1953	671,240	14,547	6,529	35,747	25,386	145,160	249,510	39,501	39,370	38,189	76,318	447	

<sup>1</sup> Avant 1966 les pensionnés du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest étaient comptés ensemble.

<sup>2</sup> A partir de 1966 l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse a été réduit chaque année d'un an jusqu'à 65 ans en 1970.

**Séries C79-91. Sécurité de la vieillesse, paiements fédéraux, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1952 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>1</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>1</sup>
	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
1976	2,975,562	55,470	19,879	120,928	91,782	727,954	1,087,498	159,905	154,703	202,982	351,963	887	1,613
1975	2,607,724	48,306	17,938	106,378	81,686	630,827	958,094	141,724	137,010	175,915	307,630	747	1,471
1974	2,274,424	41,993	15,862	93,330	71,083	546,609	834,159	123,827	122,983	154,272	268,522	640	1,145
1973	1,781,532	33,147	12,412	73,924	56,704	429,326	653,404	97,398	93,159	122,426	208,217	516	898
1972	1,679,295	31,223	11,926	69,532	53,038	398,359	620,867	92,335	91,905	112,846	195,971	480	813
1971	1,627,219	30,633	11,810	67,995	51,591	384,223	602,581	90,135	89,122	107,639	190,241	456	793
1970	1,467,057	27,962	10,992	62,651	47,287	342,436	540,908	82,432	82,051	96,819	172,401	407	708
1969	1,296,849	24,899	10,023	56,489	42,465	297,932	475,409	73,990	73,806	86,675	154,192	354	615
1968	1,153,284	23,972	9,542	52,784	39,419	267,445	412,802	66,781	66,153	77,574	135,849	343	619
1967	1,033,408	19,707	8,207	46,533	34,358	228,797	377,628	60,767	61,479	69,525	125,662	282	463
1966 <sup>2</sup>	927,299	17,586	7,447	42,049	30,995	201,031	337,195	55,495	56,755	62,794	115,293	255	406
1965	885,294	16,811	7,119	40,400	29,781	189,682	321,065	53,360	55,063	60,053	111,327	633 <sup>1</sup>	
1964	808,391	15,377	6,493	37,064	27,248	171,997	292,547	48,875	50,752	54,835	102,639	565	
1963	734,382	14,014	5,963	33,817	24,858	155,360	265,742	44,617	46,335	49,787	93,363	524	
1962	625,108	11,948	5,152	28,896	21,291	131,711	226,065	38,085	39,621	42,276	79,622	440	
1961	592,413	11,355	4,944	27,610	20,350	124,322	214,626	36,089	37,573	39,688	75,451	405	
1960	574,887	11,131	4,823	27,013	19,906	120,319	208,616	35,047	36,311	38,153	73,156	412	
1959	559,280	11,013	4,810	26,780	19,584	116,993	203,257	34,030	35,100	36,535	70,769	409	
1958	473,859	9,881	3,750	23,008	16,748	99,490	172,804	28,562	29,420	30,443	59,408	344	
1957	379,111	7,738	3,371	18,706	13,528	79,651	138,793	22,842	23,335	23,942	46,924	281	
1956	366,038	7,597	3,314	18,402	13,239	77,018	134,623	21,946	22,324	22,671	44,635	268	
1955	353,205	7,460	3,262	18,150	12,946	74,725	130,296	21,051	21,203	21,418	42,450	245	
1954	338,971	7,243	3,204	17,702	12,607	72,033	125,775	20,053	20,111	20,138	39,880	226	
1953	323,142	6,996	3,156	17,259	12,255	69,570	120,083	19,020	19,037	18,745	36,803	218	
1952	76,067	1,697	755	4,124	2,935	16,580	28,195	4,457	4,399	4,333	8,543	48	

<sup>1</sup> Avant 1966 les pensionnés du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest étaient comptés ensemble.

<sup>2</sup> A partir de 1966 l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse a été réduit chaque année d'un an jusqu'à 65 ans en 1970.

**Séries C92-104. Supplément de revenu garanti attaché au programme de sécurité de la vieillesse<sup>1</sup>, nombre moyen de bénéficiaires, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1967 à 1976**

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104
1976	1,069,800	29,141	9,717	52,061	39,378	291,150	332,920	61,326	56,641	74,951	121,440	294	741
1975	1,070,500	28,986	9,802	51,805	39,367	285,190	336,690	61,964	58,276	74,625	122,740	298	731
1974	1,065,200	28,646	9,847	51,427	39,018	280,110	335,630	62,429	59,642	75,985	121,370	326	753
1973	1,015,900	27,901	9,703	49,902	37,933	267,780	318,860	59,576	58,423	72,217	112,510	317	740
1972	967,620	27,312	9,469	48,469	36,712	254,490	302,720	56,784	55,905	68,540	106,190	306	732
1971	823,920	25,114	8,541	42,192	32,203	226,300	251,800	47,867	45,301	57,853	85,832	253	674
1970	788,000	23,549	8,347	40,455	30,959	214,030	242,280	46,801	42,797	55,023	82,899	235	623
1969	743,960	21,627	7,913	38,950	29,035	195,540	232,370	44,419	40,879	51,318	81,127	234	544
1968	703,550	20,004	7,421	37,028	27,533	178,210	224,480	42,407	39,503	48,289	77,974	228	472
1967	505,240	18,037	6,444	30,613	21,937	136,306	128,639	35,633	33,132	36,526	57,922	26	25

<sup>1</sup> Le supplément de revenu garanti a été institué en 1966 afin de fournir un revenu additionnel aux pensionnés de la sécurité de la vieillesse n'ayant qu'un revenu limité ou aucun revenu. A partir de 1966 l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse a été réduit chaque année d'un an jusqu'à 65 ans en 1970.

**Séries C105-117. Supplément de revenu garanti attaché au programme de sécurité de la vieillesse<sup>1</sup>, paiements fédéraux, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1967 à 1976**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117
1976	923,413	28,048	9,073	46,629	35,304	261,998	275,027	51,823	48,394	64,525	101,451	311	831
1975	836,750	24,761	7,998	41,952	31,180	233,086	248,668	47,526	46,054	60,924	93,688	296	617
1974	760,068	22,216	7,261	38,121	28,471	209,418	229,819	44,416	41,213	54,777	83,405	293	658
1973	742,813	21,327	7,251	36,756	27,298	198,702	227,989	43,870	45,786	51,410	81,521	274	629
1972	526,060	15,960	5,278	27,585	20,170	145,392	155,043	31,158	30,044	37,986	56,737	217	490
1971	280,005	9,077	2,925	14,943	11,138	80,259	78,524	16,379	15,595	22,266	28,528	101	269
1970	263,479	8,413	2,776	13,467	10,433	73,376	77,154	15,545	14,197	20,388	27,401	89	239
1969	244,470	7,379	2,564	12,768	9,555	66,182	75,202	14,370	13,099	17,271	25,784	82	215
1968	234,835	4,874	1,941	10,739	8,027	54,424	84,127	13,586	13,464	15,789	27,665	71	128
1967	39,597	1,520	522	2,465	1,796	10,968	9,761	2,731	2,546	2,864	4,422	1	2

<sup>1</sup> Le supplément de revenu garanti a été institué en 1966 pour fournir un revenu additionnel aux pensionnés de la sécurité de la vieillesse n'ayant qu'un revenu limité ou aucun revenu. A partir de 1966 l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse a été réduit chaque année d'un an jusqu'à 65 ans en 1970.

**Séries C118-130. Programme de formation de la main-d'oeuvre au Canada, nombre de personnes recevant une formation dans un établissement d'enseignement ou dans une entreprise, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1967 à 1976**

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique <sup>1</sup>	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130
1976	274,573	11,731	3,434	15,307	13,088	91,647	68,145	8,410	9,126	21,439	30,722	516	1,008
1975	291,573	10,302	3,229	13,987	11,392	113,478	67,936	8,166	7,909	17,062	36,904	679	529
1974	319,726	10,502	2,274	15,752	12,817	144,249	62,428	9,675	8,696	16,554	36,779 <sup>1</sup>	—	—
1973	352,831	11,388	2,411	16,948	13,704	155,973	74,447	11,394	10,287	19,303	36,976	—	—
1972	352,200	12,138	2,560	18,064	14,651	142,846	81,803	12,176	11,168	20,454	36,340	—	—
1971	344,846	10,635	2,264	16,030	12,898	161,740	70,161	10,766	10,033	17,790	32,529	—	—
1970	304,899	8,981	1,909	13,578	10,892	135,657	70,527	11,449	10,874	18,712	22,320	—	—
1969	301,200	10,310	2,220	15,552	12,550	98,652	101,216	13,498	12,821	22,061	12,320	—	—
1968	183,540	3,775	832	5,765	4,706	68,748	69,049	6,120	5,968	9,820	8,757	—	—
1967	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

<sup>1</sup> La Colombie-Britannique englobe le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest de 1968 à 1974.

**Séries C131-143. Allocations au titre de la formation de la main-d'oeuvre au Canada, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1967 à 1976**

*(en milliers de dollars)*

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	<b>131</b>	<b>132</b>	<b>133</b>	<b>134</b>	<b>135</b>	<b>136</b>	<b>137</b>	<b>138</b>	<b>139</b>	<b>140</b>	<b>141</b>	<b>142</b>	<b>143</b>
1976	186,272	8,192	2,307	10,802	8,460	49,949	59,891	7,172	6,204	14,294	17,784	470	747
1975	148,715	6,908	1,999	7,828	6,733	43,349	45,174	6,241	5,137	10,037	14,521	393	396
1974	147,735	7,278	2,012	8,036	7,023	45,282	42,558	6,157	5,538	10,225	12,971	343	312
1973	146,167	6,645	2,186	8,066	7,232	46,313	43,217	5,673	5,256	9,414	11,542	293	330
1972	161,333	6,471	2,333	9,522	8,046	55,950	45,316	5,936	5,589	9,927	11,697	286	259
1971	156,563	5,892	2,334	9,995	6,571	55,705	45,043	5,900	5,402	9,518	9,892	165	145
1970	131,150	5,101	2,099	9,978	4,348	46,864	38,761	5,195	3,857	8,002	6,781	109	54
1969	108,300	3,562	1,320	6,645	3,051	35,867	38,008	4,632	3,461	6,570	5,123	27	35
1968	55,878	2,059	565	2,594	1,032	13,031	25,200	2,534	1,834	4,148	2,878	3	—
1967	52,344	2,129	40	3,019	585	5,440	30,985	4,412	2,627	1,913	1,026	167	1

**Séries C144-156. Indiens inscrits, paiements fédéraux d'assistance sociale, pour le Canada et par province<sup>1</sup>, années financières terminées le 31 mars, 1968 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>2</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique <sup>3</sup>	Yukon	Territoires du Nord-Ouest <sup>4</sup>
	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156
1976	82,276 <sup>4</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1975	64,104	–	319	2,236	1,821	5,529	6,702	12,165	12,139	10,554	11,929	710	–
1974	52,958	–	256	1,799	1,458	3,886	4,876	9,806	10,736	9,006	10,437	698	–
1973	46,164	–	225	1,580	1,281	3,497	4,293	7,793	9,579	7,309	9,866	741	–
1972	42,285	–	231	1,633	1,312	3,779	4,132	7,077	8,514	6,230	8,884	493	–
1971	34,509	–	134	965	774	2,660	3,736	5,445	7,576	4,982	8,237 <sup>3</sup>	–	–
1970	24,776	–	104	730	592	2,437	2,465	3,929	5,546	3,774	5,199	–	–
1969	21,808	–	95	668	545	2,153	2,437	3,197	5,128	2,787	4,797	–	–
1968	17,725	–	92	645	525	1,577	1,800	2,613	4,775	1,925	3,773	–	–

<sup>1</sup> Dans le cas des provinces Maritimes, les montants sont répartis en fonction de la population provinciale.

<sup>2</sup> Pour obtenir le montant total des paiements de sécurité sociale aux Indiens inscrits, ajouter les chiffres des séries C495-507.

<sup>3</sup> La Colombie-Britannique englobe le Yukon de 1968 à 1971.

<sup>4</sup> Les services sont fournis directement par le gouvernement territorial.

**Séries C157-169. Bénéficiaires des allocations aux anciens combattants, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1954 à 1976<sup>1</sup>**

Année	Canada <sup>2</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169
1976	89,371	4,947	1,366	8,248	5,640	11,354	29,773	4,719	3,496	6,005	13,128	–	–
1975	87,501	4,877	1,268	7,883	5,419	11,076	29,296	4,696	3,356	5,855	13,108	–	–
1974	85,238	4,685	1,195	7,716	5,203	10,638	28,568	4,599	3,301	5,625	13,063	–	–
1973	78,484	4,281	1,076	7,078	4,911	9,744	26,128	4,255	2,955	5,071	12,333	–	–
1972	78,514	4,088	1,069	7,004	4,795	9,818	26,274	4,211	2,970	5,137	12,460	–	–
1971	83,955	3,791	1,109	7,201	4,920	10,481	28,539	4,772	3,189	5,382	13,889	–	–
1970	84,530	3,445	1,086	7,222	4,868	10,689	28,916	4,873	3,221	5,404	14,138	–	–
1969	85,495	3,198	1,120	7,165	4,728	10,667	29,478	5,123	3,244	5,547	14,560	–	–
1968	85,505	2,900	1,114	7,010	4,602	10,505	29,894	5,141	3,232	5,619	14,841	–	–
1967	87,763	2,633	1,089	6,957	4,507	10,634	31,173	5,393	3,376	5,899	15,422	–	–
1966	87,153	2,540	1,098	6,713	4,324	10,421	31,174	5,394	3,418	5,964	15,439	–	–
1965	85,294	2,391	1,047	6,376	4,161	10,036	30,907	5,361	3,379	5,839	15,257	–	–
1964	83,007	2,252	1,027	6,081	3,985	9,746	30,084	5,317	3,352	5,684	15,021	–	–
1963	80,365	2,053	986	5,668	3,841	9,366	29,250	5,182	3,386	5,492	14,761	–	–
1962	76,011	1,744	927	5,219	3,586	8,803	27,757	5,033	3,285	5,203	14,176	–	–
1961	69,546 <sup>2</sup>	1,604	862	4,783	3,376	8,142	25,108	4,684	3,007	4,817	13,022	–	–
1960	67,858	1,543	858	4,651	3,227	7,926	24,602	4,623	3,019	4,688	12,721	–	–
1959	64,653	1,435	834	4,369	3,004	7,472	23,498	4,519	2,926	4,366	12,230	–	–
1958	59,949	1,330	768	3,990	2,796	6,896	21,701	4,231	2,741	4,079	11,417	–	–
1957	53,590	1,140	685	3,486	2,423	6,167	19,213	3,843	2,434	3,499	10,700	–	–
1956	50,564	1,035	638	3,255	2,275	5,708	18,018	3,624	2,295	3,248	10,468	–	–
1955	44,418	911	571	2,708	2,024	4,855	15,760	3,221	2,024	2,778	9,566	–	–
1954	41,487	789	526	2,474	1,857	4,439	14,776	2,974	1,853	2,573	9,226	–	–

<sup>1</sup> On ne disposait pas de données provinciales pour 1931 à 1953. Les totaux du Canada pour ces années sont: 1931, 2,219; 1932, 3,825; 1933, 4,867; 1934, 5,837; 1935, 7,186; 1936, 8,820; 1937, 11,306; 1938, 13,244; 1939, 20,010; 1940, 23,211; 1941, 24,024; 1942, 24,360; 1943, 24,192; 1944, 25,125; 1945, 26,427; 1946, 28,312; 1947, 30,532; 1948, 28,357; 1949, 30,283; 1950, 33,324; 1951, 38,600; 1952, 37,959; 1953, 39,793.

<sup>2</sup> De 1961 à 1976, les chiffres pour le Canada englobent les bénéficiaires résidant à l'extérieur du Canada: 1961, 141; 1962, 278; 1963, 380; 1964, 458; 1965, 540; 1966, 668; 1967, 680; 1968, 647; 1969, 665; 1970, 668; 1971, 682; 1972, 688; 1973, 652; 1974, 645; 1975, 667; 1976, 695.

**Séries C170-182. Allocations aux anciens combattants, paiements pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1954 à 1976<sup>1</sup>**

(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>2</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182
1976	172,702	11,982	3,460	19,431	14,418	23,084	52,216	7,453	6,625	11,085	21,330	–	–
1975	141,781	9,650	2,647	15,543	11,554	19,139	43,263	6,141	5,403	9,098	18,032	–	–
1974	111,765	7,804	2,010	12,404	8,824	14,826	33,818	4,972	4,232	7,060	14,795	–	–
1973	86,664	6,006	1,521	9,755	6,955	11,465	25,934	3,877	3,217	5,327	11,707	–	–
1972	77,220	5,270	1,382	8,898	6,330	10,450	22,641	3,344	2,840	4,797	10,374	–	–
1971	88,912	4,816	1,415	9,165	6,396	11,407	27,971	4,580	3,391	5,443	13,547	–	–
1970	92,038	4,473	1,417	9,443	6,479	12,017	29,180	4,858	3,507	5,642	14,230	–	–
1969	95,500	4,198	1,502	9,569	6,384	12,341	30,486	5,294	3,686	6,058	15,175	–	–
1968	98,401	3,936	1,574	9,545	6,396	12,505	32,181	5,499	3,641	6,298	16,039	–	–
1967	103,629	3,637	1,513	9,430	6,207	13,080	35,200	6,021	3,990	6,777	16,976	–	–
1966	99,902	3,553	1,481	8,913	5,862	12,508	34,128	5,846	3,851	6,717	16,306	–	–
1965	92,846	3,173	1,352	7,946	5,284	11,428	32,852	5,491	3,657	6,288	14,833	–	–
1964	83,207	2,754	1,223	6,923	4,643	10,185	29,099	4,990	3,320	5,667	13,979	–	–
1963	81,782	2,274	1,194	6,485	4,538	9,912	28,921	4,969	3,460	5,603	14,075	–	–
1962	75,290	2,153	1,092	5,880	4,126	9,023	26,522	4,735	3,268	5,135	13,115	–	–
1961	58,428 <sup>2</sup>	1,753	876	4,674	3,330	7,077	20,232	3,680	2,512	3,973	10,226	–	–
1960	57,304	1,720	860	4,300	3,211	6,880	19,797	3,713	2,580	3,842	10,401	–	–
1959	54,871	1,591	878	4,280	3,018	6,535	18,999	3,602	2,469	3,676	9,823	–	–
1958	47,990	1,392	720	3,647	2,639	5,719	16,576	3,235	2,206	3,216	8,640	–	–
1957	40,975	1,155	619	3,012	2,228	4,917	14,133	2,818	1,856	2,682	7,555	–	–
1956	38,648	1,082	580	2,821	2,126	4,610	13,271	2,640	1,739	2,513	7,266	–	–
1955	28,246	780	424	2,073	1,508	3,079	9,612	1,909	1,316	1,675	5,870	–	–
1954	26,847	687	397	1,949	1,393	2,883	9,005	1,841	1,213	1,595	5,884	–	–

<sup>1</sup> On ne disposait pas de données provinciales pour 1931 à 1953. Les totaux du Canada pour ces années sont (en milliers de dollars) : 1931, 318; 1932, 1,040; 1933, 1,389; 1934, 1,646; 1935, 2,017; 1936, 2,531; 1937, 3,179; 1938, 3,899; 1939, 5,308; 1940, 7,028; 1941, 7,334; 1942, 7,140; 1943, 6,820; 1944, 6,880; 1945, 9,216; 1946, 10,093; 1947, 11,804; 1948, 14,370; 1949, 19,741; 1950, 20,018; 1951, 22,923; 1952, 23,545; 1953, 27,115.

<sup>2</sup> De 1961 à 1976, les chiffres pour le Canada englobent les paiements aux bénéficiaires à l'extérieur du Canada (en milliers de dollars) : 1961, 95; 1962, 241; 1963, 351; 1964, 424; 1965, 542; 1966, 737; 1967, 798; 1968, 787; 1969, 807; 1970, 792; 1971, 781; 1972, 894; 1973, 900; 1974, 1,020; 1975, 1,311; 1976, 1,617.

**Séries C183-195. Pensions d'invalidité aux anciens combattants et pensions aux personnes à charge, paiements pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1953 à 1976<sup>1</sup>**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>2</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195
1976	346,554	4,535	4,326	23,339	14,424	37,322	115,934	26,661	14,230	24,412	57,345	—	—
1975	332,568	4,281	4,051	22,271	13,676	35,612	111,595	25,538	13,630	23,063	55,075	—	—
1974	290,526	3,724	3,485	19,118	11,796	31,003	97,985	22,081	11,937	19,949	48,092	—	—
1973	241,005	3,020	2,812	15,635	9,731	25,639	81,460	18,401	9,881	16,441	39,545	—	—
1972	231,377	2,808	2,648	14,877	9,220	24,753	78,547	17,627	9,432	15,763	37,643	—	—
1971	212,922	2,613	2,427	13,611	8,395	22,632	72,595	16,204	8,656	14,470	34,504	—	—
1970	218,554	2,644	2,469	13,920	8,544	23,230	74,654	16,652	8,960	14,925	35,074	—	—
1969	223,321	2,724	2,546	14,023	8,708	24,004	76,796	17,149	9,155	15,296	35,749	—	—
1968	205,599	2,364	2,302	12,787	7,853	22,099	70,826	15,829	8,470	14,061	32,686	—	—
1967	195,910	2,311	2,194	12,164	7,561	21,097	67,646	15,122	8,110	13,438	30,636	—	—
1966	185,560	2,171	2,078	11,522	7,162	19,963	64,351	14,193	7,755	12,672	28,646	—	—
1965	180,327	2,110	2,001	11,107	6,851	19,400	62,662	13,883	7,519	12,315	27,532	—	—
1964	173,190	1,957	1,836	10,199	6,355	17,853	57,793	12,797	6,909	11,360	25,247	—	—
1963	175,926	1,231	1,935	10,202	6,508	17,942	59,127	13,193	7,036	11,610	25,330	—	—
1962	177,893	1,245	1,957	10,316	6,581	17,965	60,144	13,340	7,293	11,739	25,435	—	—
1961	150,717	1,055	1,507	8,740	5,425	15,220	51,109	11,302	6,178	9,795	21,549	—	—
1960	149,678	1,048	1,497	8,530	5,388	15,115	50,904	11,224	6,136	9,728	21,401	—	—
1959	150,745	1,055	1,507	8,591	5,426	15,073	51,418	11,304	6,180	9,646	21,554	—	—
1958	145,603	1,019	1,456	8,153	5,241	14,558	49,810	11,064	6,114	9,317	20,673	—	—
1957	130,326	912	1,303	7,297	4,691	12,900	44,976	10,034	5,473	8,209	18,373	—	—
1956	128,793	902	1,288	7,211	4,636	12,749	44,439	9,916	5,408	8,115	18,159	—	—
1955	128,775	734	1,249	7,134	4,958	13,663	46,114	10,534	5,808	9,079	18,363	—	—
1954	127,580	727	1,238	7,068	4,912	13,536	45,686	10,436	5,754	8,994	18,193	—	—
1953	127,029	800	1,245	7,406	4,713	12,576	45,654	10,213	5,640	8,333	18,305	—	—

<sup>1</sup> On ne disposait pas de données provinciales pour 1946 à 1952. Les totaux du Canada pour ces années sont (en milliers de dollars) : 1946, 59,466; 1947, 70,761; 1948, 77,093; 1949, 102,951; 1950, 96,091; 1951, 95,577; 1952, 103,703.

<sup>2</sup> De 1953 à 1976, les chiffres pour le Canada englobent les paiements aux bénéficiaires à l'extérieur du Canada (en milliers de dollars) : 1953, 12,144; 1954, 11,036; 1955, 11,139; 1956, 15,970; 1957, 16,158; 1958, 18,198; 1959, 18,991; 1960, 18,707; 1961, 18,837; 1962, 21,878; 1963, 21,812; 1964, 20,884; 1965, 14,947; 1966, 15,047; 1967, 15,631; 1968, 16,322; 1969, 17,171; 1970, 17,482; 1971, 16,815; 1972, 18,059; 1973, 18,440; 1974, 21,356; 1975, 23,776; 1976, 24,026.

**Séries C196-208. Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec, nombre annuel moyen de bénéficiaires retraités, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1967 à 1975**

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>1</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208
1975	489,682	5,882	2,490	17,659	12,868	104,295	197,591	28,741	23,743	35,012	61,177	152	72
1974	408,539	4,888	2,014	14,488	10,683	90,440	164,346	23,432	19,256	28,552	50,247	129	64
1973	337,659	4,014	1,616	11,980	8,821	74,535	136,962	19,411	15,633	23,417	41,106	107	57
1972	280,488	3,378	1,325	9,860	7,453	63,025	113,916	16,053	12,639	19,142	33,566	86	45
1971	220,230	2,825	990	7,667	5,755	49,291	89,972	12,801	9,849	14,661	26,314	64	41
1970	146,695	1,915	685	5,118	3,830	32,182	60,907	8,697	6,559	9,424	17,323	31	24
1969	73,367 <sup>2</sup>	1,043	338	2,620	1,832	15,283	31,557	4,266	3,147	4,581	8,212	22	–
1968	24,140	389	108	892	561	4,521	11,534	1,400	910	1,414	2,405	4	2
1967	4,586	54	20	134	99	1,119	2,181	209	136	205	427	2	–

<sup>1</sup> Comprend des bénéficiaires du Régime de pensions du Canada résidant au Québec: 1967, 8; 1968, 56; 1969, 202; 1970, 426; 1971, 662; 1972, 860; 1973, 1,020; 1974, 1,253; 1975, 1,375.

<sup>2</sup> Comprend 466 personnes non réparties par province de résidence.

**Séries C209-221. Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec<sup>1</sup>, paiements aux bénéficiaires retraités, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1967 à 1976<sup>2</sup>**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>3</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221
1976 <sup>P</sup>	428,149	4,068	1,596	13,582	9,389	116,230	167,303	22,282	16,493	27,477	49,509	157	63
1975	237,253	2,397	932	7,977	5,601	49,500	101,236	13,402	9,741	16,266	30,078	85	38
1974	158,648	1,591	614	5,304	3,719	33,812	67,744	8,756	6,478	10,802	19,743	61	25
1973	112,416	1,120	431	3,745	2,424	24,101	48,570	6,104	4,648	7,505	13,706	45	20
1972	81,796	843	284	2,678	1,961	17,853	35,094	4,528	3,310	5,292	9,912	30	13
1971	51,262	565	177	1,655	1,230	10,471	22,442	2,945	2,180	3,281	6,286	18	11
1970	21,789	242	74	705	526	3,928	10,030	1,253	979	1,382	2,659	7	4
1969	6,459	72	23	210	142	1,090	3,192	336	275	388	727	2	1
1968	1,070 <sup>4</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1967	51 <sup>4</sup>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

<sup>1</sup> Pour obtenir le montant total des paiements aux termes des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec, additionner les chiffres des séries C209-221 et C235-247.

<sup>2</sup> Les données sur les paiements effectués par le Régime de rentes du Québec se rapportent à l'année civile.

<sup>3</sup> Comprend les paiements du Régime de pensions du Canada à des résidents du Québec (en milliers de dollars) : 1969, 21; 1970, 77; 1971, 175; 1972, 279; 1973, 373; 1974, 531; 1975, 727; 1976, 1,033.

<sup>4</sup> Les paiements de pensions de retraite ont commencé en janvier 1967, mais on ne disposait pas de données par province pour le Régime de pensions du Canada avant l'année financière 1968-69.

**Séries C222-234. Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec, nombre annuel moyen de bénéficiaires des pensions aux survivants et des pensions d'invalidité<sup>1</sup>, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1967 à 1975**

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>2</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	<b>222</b>	<b>223</b>	<b>224</b>	<b>225</b>	<b>226</b>	<b>227</b>	<b>228</b>	<b>229</b>	<b>230</b>	<b>231</b>	<b>232</b>	<b>233</b>	<b>234</b>
1975	331,890	7,519	2,041	18,855	11,235	88,301	124,952	14,274	13,043	20,694	30,531	222	226
1974	281,531	6,381	1,707	15,777	9,672	75,652	105,330	12,128	11,308	17,566	25,637	176	197
1973	225,853	4,981	1,329	12,728	7,806	59,912	84,728	9,926	9,287	14,312	20,559	132	153
1972	168,035	3,427	927	8,885	5,670	46,861	61,612	7,356	7,076	10,646	15,399	98	78
1971	111,256	2,182	610	4,961	3,594	31,671	40,535	5,006	4,986	7,321	10,286	63	43
1970	62,493	1,100	344	2,703	2,136	17,712	22,870	2,823	2,606	4,269	5,876	35	19
1969	22,780 <sup>3</sup>	411	114	1,118	824	7,345	7,565	942	800	1,488	2,047	21	—
1968	232	14	—	19	9	70	50	12	12	30	16	—	—
1967	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>1</sup> Il y a un minimum de trois ans de cotisations pour être admissible aux prestations aux survivants, et de cinq ans pour être admissible aux pensions d'invalidité.

<sup>2</sup> Comprend les bénéficiaires du Régime de pensions du Canada résidant au Québec: 1968, 5; 1969, 138; 1970, 350; 1971, 667; 1972, 964; 1973, 1,307; 1974, 1,519; 1975, 1,375.

<sup>3</sup> Comprend 105 personnes non réparties par province de résidence.

**Séries C235-247. Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec,<sup>1</sup> paiements fédéraux et provinciaux aux bénéficiaires des pensions aux survivants et des pensions d'invalidité,<sup>2</sup> pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1969 à 1976<sup>3</sup>**

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>4</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247
1976 <sup>p</sup>	425,868 <sup>4</sup>	7,448	1,904	19,812	11,238	152,499	146,508	15,927	12,924	21,798	35,382	233	195
1975	292,717	5,418	1,394	14,758	8,427	89,087	109,072	11,751	9,947	16,288	26,244	177	154
1974	219,359	4,033	1,024	11,096	6,311	67,759	80,966	8,800	7,563	12,130	19,433	123	121
1973	153,133	2,999	776	8,719	4,807	35,834	62,578	6,912	6,039	9,414	14,859	91	102
1972	107,765	1,962	508	5,987	3,271	26,538	42,625	4,822	4,474	6,790	10,659	70	58
1971	66,126	1,100	311	2,821	1,931	16,139	26,406	3,172	3,046	4,425	6,689	53	34
1970	38,671	551	174	1,574	1,146	8,901	15,916	1,901	1,777	2,679	4,004	31	12
1969	12,544	200	56	619	426	2,544	5,249	636	504	934	1,360	10	8

<sup>1</sup> Pour obtenir le montant total des paiements aux termes des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec, additionner les chiffres des séries C209-221 et C235-247.

<sup>2</sup> Il y a un minimum de trois ans de cotisations pour être admissible aux prestations aux survivants, et de cinq ans pour être admissible aux pensions d'invalidité.

<sup>3</sup> Les données sur les paiements effectués par le Régime de rentes du Québec se rapportent à l'année civile.

<sup>4</sup> Comprend les paiements du Régime de pensions du Canada à des résidents du Québec (en milliers de dollars); 1969, 76; 1970, 208; 1971, 389; 1972, 605; 1973, 881; 1974, 1,111; 1975, 1,243; 1976, 1,515.

**Séries C248-260. Assurance-chômage, paiements nets aux bénéficiaires directs de prestations de chômage,<sup>1</sup> pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1942 à 1976**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>2</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>3</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup>
	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260
1976	3,002,349	170,030	30,537	135,756	169,628	1,156,362	801,827	55,151	42,039	61,823	366,667	7,107	2,687
1975	2,892,489	150,593	23,174	114,828	143,844	1,006,185	886,305	45,993	41,320	68,705	402,363	5,480	2,363
1974	1,924,739	106,747	15,677	81,568	98,633	684,433	537,188	40,369	40,869	53,496	258,997	3,738	2,429
1973	1,850,157	83,899	12,450	72,057	84,029	589,019	552,464	57,607	50,254	88,788	253,624	3,215	2,161
1972 <sup>4</sup>	1,764,167	64,835	9,267	64,883	66,408	540,019	567,521	61,264	48,366	105,388	235,773	–	–
1971	890,594	30,578	5,094	37,049	33,160	263,388	301,094	40,364	24,071	50,909	104,802	–	–
1970	695,222	25,347	4,199	26,514	25,217	212,077	229,642	25,091	21,515	33,820	91,800	–	–
1969	498,992	23,870	3,887	23,343	22,107	164,347	152,503	17,652	16,263	19,928	55,091	–	–
1968	438,128	20,526	3,695	19,540	19,784	145,463	133,116	16,094	11,864	17,206	50,840	–	–
1967	352,645	19,664	3,163	18,152	17,388	111,971	108,051	11,538	8,810	13,196	40,714	–	–
1966	295,301	17,568	2,953	16,376	16,201	94,493	82,291	11,481	8,631	11,771	33,535	–	–
1965	312,110	18,019	3,096	16,517	16,570	101,593	86,234	13,243	9,487	15,033	32,317	–	–
1964	344,390	17,911	3,013	18,225	16,732	110,480	99,506	14,951	10,046	18,839	34,686	–	–
1963	394,163	19,493	3,349	20,069	19,268	124,865	114,319	18,227	12,209	22,139	40,224	–	–
1962	409,208	19,256	3,320	21,790	19,616	121,728	122,745	20,361	13,889	22,438	44,065	–	–
1961	493,971	19,951	3,316	24,150	22,575	149,958	156,597	21,846	15,211	25,485	54,881	–	–
1960	481,837	18,413	3,397	22,038	21,295	153,348	155,481	18,326	13,614	23,706	52,220	–	–
1959	406,097	15,249	2,918	20,146	19,417	133,140	127,190	14,964	11,534	18,278	43,261	–	–
1958	492,901	18,188	2,966	22,613	23,134	158,367	154,605	18,719	12,695	21,794	59,822	–	–
1957	305,076	12,144	1,880	13,716	16,204	98,263	94,238	12,248	8,345	13,660	34,379	–	–
1956	210,330	8,485	1,395	9,933	11,131	73,109	60,161	10,093	7,261	9,332	19,430	–	–
1955	228,865	7,232	1,240	11,001	10,308	76,208	71,098	10,823	7,450	11,374	22,131	–	–
1954	240,722	6,893	1,182	10,878	10,446	79,658	79,895	10,159	5,273	10,917	25,420	–	–
1953	157,779	4,654	945	8,611	8,110	56,581	41,339	7,088	3,343	6,475	20,633	–	–
1952	118,112	2,619	615	5,402	5,105	39,584	36,342	5,541	2,427	4,057	16,419	–	–
1951	75,996	1,225	534	4,085	3,051	25,239	19,403	4,351	2,596	3,553	11,960	–	–
1950	98,994	294	541	5,884	4,935	35,623	25,122	5,293	2,932	4,053	14,318	–	–
1949	69,351	20	459	4,495	3,602	23,428	17,558	3,478	2,020	2,325	11,966	–	–
1948	40,268	–	305	3,424	1,697	12,598	10,044	2,499	1,478	1,592	6,633	–	–
1947	32,039	–	223	3,337	1,126	9,695	8,748	2,159	1,060	1,394	4,297	–	–
1946	51,085	–	193	2,666	1,088	18,973	16,383	2,507	965	1,524	6,785	–	–
1945	14,576	–	57	715	152	6,606	3,510	964	319	664	1,589	–	–
1944	3,277	–	12	163	43	1,561	471	255	130	278	364	–	–
1943	941	–	6	45	38	410	144	101	48	71	78	–	–
1942	353	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

<sup>1</sup> Pour obtenir le montant total des paiements aux bénéficiaires du programme d'assurance-chômage, additionner les chiffres des séries C248-260 et C261-273.

<sup>2</sup> Comprend les montants suivants qui ont été payés à des prestataires résidant à l'extérieur du Canada (en milliers de dollars): 1971, 84; 1972, 443; 1973, 590; 1974, 595; 1975, 1,336; 1976, 2,735.

<sup>3</sup> Chiffres compris dans ceux d'autres provinces en 1972 et les années antérieures.

<sup>4</sup> En juillet 1971, une nouvelle Loi sur l'assurance-chômage a été adoptée qui représentait un élargissement considérable du champ d'application et des prestations.

**Séries C261-273. Assurance-chômage, paiements nets aux bénéficiaires directs de prestations spéciales,<sup>1</sup> pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1972 à 1976**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>2</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	<b>261</b>	<b>262</b>	<b>263</b>	<b>264</b>	<b>265</b>	<b>266</b>	<b>267</b>	<b>268</b>	<b>269</b>	<b>270</b>	<b>271</b>	<b>272</b>	<b>273</b>
1976	339,897	12,977	1,445	17,666	11,516	89,731	119,023	14,563	9,576	24,767	38,039	238	356
1975 <sup>3</sup>	251,533	8,466	3,055	14,129	8,016	67,334	88,253	10,881	6,517	16,299	28,174	183	226
1974	194,474	7,587	2,318	11,398	6,285	51,145	68,858	7,975	4,922	12,214	21,421	163	188
1973	154,057	6,696	1,907	9,511	5,020	41,664	52,234	7,131	3,889	8,866	16,895	106	138
1972	107,636	5,661	1,943	7,909	4,324	27,139	35,681	4,098	2,076	5,225	13,580	—	—

<sup>1</sup> Pour obtenir le montant total des paiements aux bénéficiaires du programme d'assurance-chômage, additionner les chiffres des séries C248-260 et C261-273.

<sup>2</sup> Comprend les paiements aux prestataires résidant à l'extérieur du Canada.

<sup>3</sup> En 1975, il y avait 277,228 bénéficiaires de prestations spéciales aux termes de la Loi sur l'assurance-chômage: 169,817 recevaient des prestations de maladie, 69,895 des prestations de maternité et 37,536 des prestations à titre de pêcheurs et de retraités.

Séries C274-286. Réparation des accidents du travail, paiements d'indemnisation en espèces aux bénéficiaires directs,<sup>1</sup> pour le Canada et par province,<sup>2</sup> années civiles terminées le 31 décembre, 1915 à 1975  
(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286
1975 <sup>3</sup>	537,416	4,997	820	13,960	8,765	140,173	222,500	12,842	15,231	45,049	73,079	-	-
1974	419,365	4,299	895	13,850	7,356	102,439	173,690	10,550	13,192	35,616	57,477	-	-
1973	331,716	4,022	800	10,988	6,028	75,637	148,814	9,036	11,613	23,821	40,957	-	-
1972	280,509	3,647	550	10,675	8,763	65,771	116,303	8,551	9,136	22,114	34,999	-	-
1971	237,990	2,233	496	9,309	6,034	57,572	98,174	6,867	7,353	18,162	31,790	-	-
1970	229,787	2,233	418	6,887	6,980	52,283	102,221	6,638	5,189	16,545	30,393	-	-
1969	203,135	1,816	360	6,677	5,846	46,471	80,641	5,863	5,314	14,307	35,840	-	-
1968	177,378	1,981	300	6,366	5,856	46,999	68,763	5,162	4,369	12,048	25,534	-	-
1967	162,756	1,835	286	6,048	5,460	39,990	63,648	4,888	4,239	12,141	24,221	-	-
1966	156,424	1,545	286	5,453	6,342	38,247	61,466	4,488	4,159	10,802	23,636	-	-
1965	142,111	1,278	286	4,826	5,340	38,672	52,672	2,870	5,441	10,053	20,673	-	-
1964	119,618	1,202	595	4,323	4,882	25,800	46,392	3,481	5,197	9,093	18,653	-	-
1963	111,651	1,112	509	4,178	3,417	24,966	43,000	3,124	4,900	8,545	17,900	-	-
1962	104,523	1,094	364	3,935	2,992	22,359	41,005	3,089	4,699	7,807	17,179	-	-
1961	94,181	1,084	161	3,804	2,514	20,717	34,916	2,894	4,510	7,135	16,446	-	-
1960	91,616	992	132	3,745	2,382	19,235	35,227	2,985	3,800	6,674	16,444	-	-
1959	85,235	789	130	3,553	2,238	17,171	33,032	2,542	3,659	6,512	15,609	-	-
1958	80,028	663	91	4,130	1,587	16,928	30,408	2,179	3,279	6,021	14,742	-	-
1957	76,632	717	171	3,324	1,436	16,183	28,309	1,995	3,266	5,941	15,288	-	2
1956	69,562	766	158	3,558	1,494	13,863	24,823	1,805	2,801	5,514	14,778	-	2
1955	62,157	572	99	3,015	1,262	12,173	22,293	1,669	2,495	4,715	13,864	-	-
1954	58,227	484	90	2,928	1,082	11,101	21,771	1,600	2,239	4,432	12,500	-	-
1953	57,285	601	50	2,723	1,157	12,536	20,726	1,512	1,871	4,235	11,874	-	-
1952	55,985	356	66	1,358	929	12,338	22,048	2,115	2,375	1,497	12,902	-	-
1951	48,640	189	62	1,298	1,288	10,938	18,914	1,641	1,700	1,159	11,451	-	-
1950	43,845	-	44	1,317	1,188	9,241	15,318	1,683	1,805	1,085	12,165	-	-
1949	40,905	-	13	1,098	1,140	9,343	14,309	1,672	1,589	976	10,765	-	-
1948	45,260	-	-	1,055	1,248	9,208	19,428	1,684	1,577	858	10,202	-	-
1947	40,058	-	-	1,704	1,313	8,913	15,025	1,439	1,551	721	9,391	-	-
1946	36,679	-	-	1,181	1,120	8,596	14,143	1,415	1,176	635	8,414	-	-
1945	32,007	-	-	1,243	1,060	7,738	11,246	1,353	801	518	8,048	-	-
1944	32,258	-	-	2,693	1,193	7,012	10,597	1,379	853	498	8,032	-	-
1943	29,477	-	-	2,898	697	6,462	9,197	1,386	677	816	7,344	-	-
1942	24,865	-	-	1,730	569	5,500	8,959	938	539	609	6,021	-	-
1941	21,404	-	-	1,286	648	4,731	8,127	1,041	472	498	4,602	-	-
1940	17,236	-	-	1,285	432	4,302	5,876	830	372	447	3,693	-	-
1939	14,957	-	-	1,392	369	3,144	5,058	737	389	464	3,404	-	-
1938	15,901	-	-	1,976	328	3,480	5,310	785	370	469	3,183	-	-
1937	16,720	-	-	1,190	459	5,743	4,878	688	350	447	2,966	-	-
1936	14,141	-	-	1,161	445	3,917	4,585	702	358	436	2,536	-	-
1935	12,266	-	-	954	376	3,396	4,276	572	245	353	2,092	-	-
1934	10,063	-	-	795	359	2,579	3,658	562	208	312	1,591	-	-
1933	8,629	-	-	571	315	2,238	3,031	456	225	291	1,502	-	-
1932	11,449	-	-	688	244	3,048	4,308	637	256	407	1,860	-	-
1931	14,242	-	-	951	330	3,997	4,961	670	309	453	2,572	-	-
1930	16,225	-	-	950	410	3,792	6,087	953	131 <sup>4</sup>	498	3,404	-	-
1929	16,339	-	-	936	484	3,230	6,627	966	-	507	3,589	-	-
1928	11,865	-	-	1,076	465	210 <sup>5</sup>	5,901	858	-	457	2,898	-	-
1927	10,150	-	-	1,052	405	-	5,022	645	-	372	2,654	-	-
1926	9,497	-	-	876	358	-	4,833	650	-	298	2,481	-	-
1925	9,077	-	-	639	424	-	4,690	592	-	313	2,419	-	-
1924	9,712	-	-	874	484	-	5,287	517	-	241	2,309	-	-
1923	9,790	-	-	809	429	-	5,385	686	-	323	2,158	-	-
1922	8,675	-	-	577	374	-	5,000	692	-	265	1,767	-	-
1921	9,420	-	-	706	455	-	5,526	708	-	254	1,771	-	-
1920	10,711	-	-	1,135	398	-	7,077	391	-	-	1,710	-	-
1919	6,117	-	-	629	-	-	3,807	286	-	-	1,395	-	-
1918	5,870	-	-	827	-	-	3,515	304	-	-	1,224	-	-
1917	4,307	-	-	503	-	-	2,911	290 <sup>6</sup>	-	-	603	-	-
1916	2,005	-	-	-	-	-	2,005	-	-	-	-	-	-
1915	893	-	-	-	-	-	893	-	-	-	-	-	-

<sup>1</sup> Comprend les prestations d'incapacité temporaire, les paiements de pensions et les prestations aux survivants.

<sup>2</sup> Ces programmes ont été institués à différentes années dans différentes provinces aux termes de lois provinciales.

<sup>3</sup> En 1975, le montant total des paiements d'indemnisation comprenait \$333,272,000 pour l'incapacité temporaire et \$204,144,000 pour les pensions.

<sup>4</sup> Période de six mois terminée le 31 décembre 1930.

<sup>5</sup> Période de quatre mois terminée le 31 décembre 1928.

<sup>6</sup> Période de 10 mois terminée le 31 décembre 1917.

Séries C287-299. Pensions de vieillesse,<sup>1</sup> nombre de bénéficiaires, pour le Canada et par province, au 31 mars, 1928 à 1951

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299
1951 <sup>2</sup>	302,173	11,394	3,136	20,808	16,681	73,564	91,509	17,573	17,409	17,990	31,983	100	26
1950	282,584	10,296	2,976	19,966	16,231	69,017	85,100	16,868	16,566	16,445	28,988	108	23
1949	251,865	–	2,688	18,450	15,412	64,366	78,413	16,110	15,785	14,988	25,633	–	20
1948	229,158	–	2,417	16,984	14,524	59,204	70,765	15,026	14,806	13,792	21,621	–	19
1947	209,029	–	2,112	15,403	13,360	54,489	65,085	13,583	14,204	12,738	18,039	–	16
1946	196,941	–	1,980	14,771	12,663	51,567	60,831	12,981	13,398	12,098	16,637	–	15
1945	187,512	–	1,884	14,032	12,269	49,289	58,113	12,324	12,827	11,418	15,344	–	12
1944	181,384	–	1,888	13,838	11,843	47,153	56,156	12,188	12,755	11,071	14,481	–	11
1943	183,601	–	1,904	14,080	11,818	47,045	57,692	12,498	13,074	11,134	14,348	–	8
1942	185,922	–	1,952	14,285	11,779	47,338	59,232	12,701	13,211	10,952	14,464	–	8
1941	185,946	–	1,987	14,454	11,747	48,000	59,224	12,727	13,111	10,746	13,942	–	8
1940	186,035	–	2,007	14,502	11,815	48,797	59,717	12,560	12,567	10,677	13,386	–	7
1939	181,514	–	1,891	14,221	11,564	47,939	58,858	12,128	12,227	10,175	12,504	–	7
1938	175,673	–	1,811	13,827	11,142	46,490	57,530	11,800	11,775	9,726	11,563	–	9
1937	146,524	–	1,768	13,456	9,803	22,620	55,950	11,559	11,436	9,100	10,824	–	8
1936	108,415	–	1,659	13,044	–	–	54,040	10,862	10,706	8,086	10,011	–	7
1935	101,051	–	1,439	12,241	–	–	50,771	10,229	10,137	7,151	9,076	–	7
1934	86,873	–	1,258	6,509	–	–	46,281	9,236	9,203	6,286	8,095	–	5
1933	71,705	–	–	–	–	–	42,853	8,280	8,195	5,244	7,128	–	5
1932	67,006	–	–	–	–	–	41,300	7,190	7,643	4,382	6,486	–	5
1931	57,930	–	–	–	–	–	37,334	5,834	5,913	3,287	5,557	–	5
1930	42,553	–	–	–	–	–	26,370	5,104	4,482	2,017	4,576	–	4
1929	10,588	–	–	–	–	–	–	3,953	2,768	–	3,867	–	–
1928	2,712	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2,712	–	–

<sup>1</sup> Le programme a été institué en 1927 et s'est terminé en décembre 1951, avec l'avènement du régime de sécurité de la vieillesse.

<sup>2</sup> Pour le mois de décembre 1951.

**Séries C300-312. Pensions de vieillesse,<sup>1</sup> montant total des paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux pensionnés, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1928 à 1952**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312
1952 <sup>2</sup>	102,939	4,127	993	6,708	5,538	25,437	31,048	6,128	6,021	6,120	10,783	32	12
1951	132,357	5,092	1,260	8,763	7,236	32,639	40,087	7,980	7,732	7,835	13,669	49	15
1950	119,536	2,972	1,153	8,076	6,779	29,772	37,152	7,439	7,141	6,911	12,096	32	13
1949	85,643	–	791	6,212	5,280	21,699	27,056	5,503	5,487	5,120	8,485	–	11
1948	75,971	–	639	5,259	4,845	19,619	24,000	4,969	5,116	4,621	6,895	–	8
1947	58,440	–	468	4,124	3,532	15,289	18,515	3,769	4,113	3,599	5,024	–	5
1946	55,055	–	429	3,885	3,332	14,431	17,507	3,579	3,871	3,368	4,648	–	5
1945	52,671	–	416	3,744	3,188	13,848	16,388	3,840	3,727	3,201	4,315	–	4
1944	42,928	–	359	2,849	2,311	11,380	13,748	2,671	3,136	2,751	3,721	–	3
1943	38,481	–	279	2,597	2,141	9,399	12,845	2,791	2,724	2,445	3,257	–	3
1942	38,041	–	267	2,583	2,080	9,016	13,031	2,784	2,679	2,396	3,204	–	3
1941	38,536	–	271	2,588	2,069	9,600	13,085	2,809	2,632	2,371	3,108	–	3
1940	38,775	–	259	2,551	2,040	10,344	13,027	2,749	2,525	2,316	2,960	–	3
1939	37,711	–	238	2,489	1,920	10,183	12,821	2,656	2,428	2,211	2,761	–	3
1938	38,033	–	223	2,449	1,779	11,181	12,703	2,663	2,344	2,081	2,608	–	3
1937	28,199	–	216	2,353	1,157	3,127	12,196	2,563	2,275	1,879	2,431	–	3
1936	22,352	–	197	2,215	–	–	11,569	2,396	2,111	1,632	2,231	–	3
1935	19,923	–	172	1,973	–	–	10,230	2,208	1,940	1,428	1,971	–	3
1934	16,419	–	99	92	–	–	9,448	2,021	1,771	1,245	1,739	–	1
1933 <sup>1</sup>	15,351	–	–	–	–	–	9,104	1,816	1,756	1,104	1,568	–	1
1932	13,376	–	–	–	–	–	8,053	1,504	1,580	860	1,377	–	1
1931	7,544	–	–	–	–	–	4,689	871	781	427	775	–	1
1930	3,074	–	–	–	–	–	712	854	666	126	716	–	–
1929	1,666	–	–	–	–	–	–	484	382	–	798	–	–
1928	262	–	–	–	–	–	–	–	–	–	262	–	–

<sup>1</sup> Le programme a été institué en 1927 et s'est terminé en décembre 1951, avec l'avènement du régime de sécurité de la vieillesse. Aux termes du programme initial, le gouvernement fédéral pouvait assumer 50% des dépenses pour les pensions aux personnes âgées. En 1933, la part fédérale a été portée à 75% du coût total.

<sup>2</sup> Période de neuf mois terminée le 31 décembre 1951.

Séries C313-325. Assistance-vieillesse<sup>1</sup>, nombre de bénéficiaires, pour le Canada et par province, au 31 mars, 1952 à 1970

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325
1970	4,818	374	50	524	448	2,115	258	255	68	264	430	4	28
1969	6,147	–	–	786	822	2,871	4	658	–	13	949	4	40
1968	24,922	844	206	1,879	1,957	12,839	1,340	1,647	39	1,710	2,377	9	75
1967	58,363	3,110	712	3,134	3,033	22,817	13,279	2,956	1,496	3,617	4,074	15	120
1966	84,959	4,080	988	4,423	4,200	31,971	19,991	4,241	3,975	5,453	5,478	26	133
1965	107,354	5,088	1,229	5,574	5,356	39,239	26,049	5,520	5,463	6,810	6,829	38	159
1964	105,241	5,081	1,130	5,509	5,447	38,206	25,197	5,436	5,549	6,644	6,864	31	147
1963	103,159	5,187	1,039	5,421	5,491	37,086	23,925	5,448	5,866	6,479	7,039	40	138
1962	98,944	5,184	897	5,248	5,421	34,615	22,868	5,082	5,760	6,494	7,189	46	140
1961	100,184	5,342	801	5,395	5,555	35,441	22,736	5,098	5,727	6,584	7,322	48	135
1960	98,773	5,377	750	5,477	5,682	34,312	22,544	4,998	5,726	6,336	7,391	52	128
1959	97,836	5,378	756	5,485	5,795	34,134	22,381	4,836	5,537	6,096	7,276	38	124
1958	92,484	5,119	659	5,219	5,724	32,318	21,077	4,474	5,129	5,715	6,906	41	103
1957	89,907	4,893	580	4,950	5,624	31,031	20,744	4,560	4,963	5,400	7,029	31	102
1956	93,023	4,848	600	5,081	5,891	32,227	21,731	4,652	4,925	5,521	7,441	20	86
1955	94,625	5,073	612	5,178	5,808	32,882	22,061	4,847	4,853	5,341	7,868	12	90
1954	93,273	5,124	594	5,173	5,756	32,391	21,587	4,838	4,584	5,014	8,144	4	64
1953	87,675	5,037	551	4,789	5,371	30,490	20,401	4,400	4,206	4,688	7,685	–	57
1952	41,601	–	305	2,271	3,237	12,267	12,697	1,239	2,497	2,954	4,134	–	–

<sup>1</sup> Aux termes de la Loi de 1951 sur l'assistance-vieillesse, le gouvernement fédéral assumait 50% des paiements effectués par les provinces pour l'assistance des personnes âgées de 65 ans et plus mais non admissibles à la sécurité de la vieillesse. Le programme a pris fin en janvier 1970, lorsque l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse a été abaissé à 65 ans.

**Séries C326-338. Assistance-vieillesse,<sup>1</sup> montant total des paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux bénéficiaires, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1952 à 1970**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338
1970	1,688	–	–	382	444	–	–	302	–	–	538	2	20
1969	13,282	378	36	1,226	1,366	6,394	284	1,090	–	752	1,688	6	62
1968	36,000	1,970	412	2,178	2,280	18,100	2,732	2,078	592	2,512	3,042	12	92
1967	63,980	3,352	780	3,334	3,240	24,480	14,478	3,224	2,262	4,184	4,504	18	124
1966	85,842	4,242	996	4,376	4,324	31,882	20,012	4,376	4,196	5,592	5,672	28	148
1965	90,018	4,442	1,018	4,642	4,606	33,178	20,930	4,658	4,588	5,802	5,982	172	
1964	78,416	3,890	790	4,168	4,242	27,720	18,270	4,212	4,302	5,120	5,564	138	
1963	76,358	3,974	750	4,016	4,132	27,588	16,916	4,004	4,442	5,048	5,350	140	
1962	61,622	3,346	498	3,138	3,520	21,792	13,806	3,304	3,524	4,002	4,568	32	92
1961	61,314	3,416	434	3,216	3,494	21,954	13,260	3,202	3,540	4,018	4,666	32	86
1960	60,696	3,472	410	3,238	3,578	21,376	13,216	3,162	3,514	3,910	4,708	30	80
1959	60,414	3,430	384	3,224	3,658	21,186	13,414	3,146	3,528	3,754	4,584	26	80
1958	49,922	2,598	284	2,636	3,120	17,406	11,300	2,594	2,870	3,078	3,958	20	58
1957	40,798	2,034	196	2,052	2,552	14,318	9,356	2,132	2,320	2,440	3,340	14	46
1956	41,836	1,754	200	2,094	2,606	14,714	9,838	2,224	2,300	2,480	3,576	6	42
1955	41,738	1,798	198	2,126	2,576	14,786	9,718	2,240	2,180	2,330	3,746	4	38
1954	40,576	1,792	172	2,058	2,496	14,374	9,452	2,224	2,036	2,214	3,726	2	28
1953	38,258	1,668	132	1,786	2,228	13,856	9,174	2,072	1,994	1,936	3,404	–	8
1952	4,554	–	14	192	332	1,380	1,346	214	266	288	526	–	–

<sup>1</sup> Aux termes de la Loi de 1951 sur l'assistance-vieillesse, le gouvernement fédéral assumait 50% des paiements effectués par les provinces pour l'assistance des personnes âgées de 65 ans et plus mais non admissibles à la sécurité de la vieillesse. Le programme a pris fin en janvier 1970, lorsque l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse a été abaissé à 65 ans.

Séries C339-351. Allocations aux aveugles<sup>1</sup>, nombre de bénéficiaires directs, pour le Canada et par province, au 31 mars, 1953 à 1975

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351
1975	1,560	222	46	373	358	247	50	89	27	141	–	–	7
1974	1,814	273	48	398	341	312	81	122	32	161	31	2	13
1973	2,557	310	47	435	364	480	99	134	36	190	429	4	29
1972	2,916	352	46	474	397	636	152	147	43	209	429	5	26
1971	4,015	374	50	511	424	1,554	183	169	54	234	432	4	26
1970	4,818	374	50	524	448	2,115	258	255	68	264	430	4	28
1969	5,267	401	63	577	491	2,242	330	276	99	315	439	4	30
1968	5,808	417	69	636	536	2,424	435	292	131	376	451	6	33
1967	7,582	438	67	682	589	2,560	1,710	325	272	412	484	5	38
1966	8,149	445	72	714	626	2,712	1,820	364	366	448	532	6	44
1965	8,586	460	71	750	679	2,843	1,906	401	391	475	556	5	49
1964	8,581	436	79	775	679	2,855	1,902	383	406	465	551	4	46
1963	8,634	429	83	792	701	2,891	1,877	379	422	463	547	4	46
1962	8,573	429	80	771	697	2,901	1,846	378	406	454	563	3	45
1961	8,642	422	81	786	696	2,949	1,845	380	409	461	568	3	42
1960	8,671	418	85	773	706	3,012	1,847	396	397	459	541	3	34
1959	8,747	407	87	787	724	3,056	1,833	409	417	464	530	5	28
1958	8,400	376	96	745	715	2,956	1,720	392	412	451	505	5	27
1957	8,256	370	90	714	719	2,918	1,713	402	399	418	482	6	25
1956	8,230	353	96	726	717	2,905	1,719	411	389	415	475	6	18
1955	8,122	338	95	706	706	2,866	1,731	405	374	409	474	2	16
1954	8,214	336	90	718	731	2,949	1,710	411	366	400	488	2	13
1953	8,332	336	79	722	750	3,041	1,751	430	342	383	485	2	11

<sup>1</sup> Le programme a été abandonné progressivement, en 1966 et les années subséquentes, à mesure que les assistés sociaux étaient transférés à des programmes provinciaux aux termes du Régime d'assistance publique du Canada.

**Séries C352-364. Allocations aux aveugles<sup>1</sup>, montant total des paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux bénéficiaires directs, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1952 à 1975**

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364
1975	2,069	288	61	504	475	347	36	109	35	201	–	–	13
1974	2,713	386	64	548	463	507	55	141	44	231	240	4	30
1973	3,448	435	64	590	501	707	73	166	50	261	557	6	38
1972	3,925	476	63	649	543	897	147	194	57	292	568	6	34
1971	5,720	495	66	679	579	2,457	163	259	78	329	572	5	38
1970	6,603	524	75	740	629	2,896	272	349	103	385	585	5	40
1969	7,198	555	81	810	690	3,084	357	374	134	459	602	7	46
1968	7,921	570	91	881	744	3,292	519	401	221	516	632	5	46
1967	10,210	584	92	932	816	3,455	2,163	452	409	568	673	8	56
1966	10,947	608	95	975	877	3,682	2,306	503	496	615	717	8	65
1965	11,249	601	102	1,020	914	3,786	2,358	518	512	624	744	5	65
1964	9,976	494	94	938	836	3,286	2,091	461	492	556	671	4	54
1963	9,764	495	94	900	820	3,326	1,985	428	481	543	639	4	47
1962	8,260	418	80	772	698	2,824	1,673	377	387	445	541	3	41
1961	8,324	406	80	762	683	2,914	1,682	374	392	442	538	3	38
1960	8,396	401	84	758	698	2,988	1,679	390	391	448	526	4	30
1959	8,470	400	87	754	715	3,002	1,734	397	406	447	498	5	25
1958	7,151	305	75	626	621	2,530	1,471	340	352	377	428	5	22
1957	5,919	265	63	516	517	2,094	1,227	295	284	302	339	4	15
1956	5,837	252	65	510	517	2,072	1,220	291	270	291	334	3	13
1955	5,772	240	61	496	513	2,058	1,215	290	265	280	342	2	10
1954	5,828	244	56	502	527	2,116	1,204	296	252	271	350	1	9
1953	5,970	236	53	508	548	2,208	1,265	307	247	268	326	1	3
1952 <sup>2</sup>	1,443	56	13	128	138	544	286	72	61	68	76	–	–

<sup>1</sup> Le programme a été abandonné progressivement, en 1966 et les années subséquentes, à mesure que les assistés sociaux étaient transférés à des programmes provinciaux aux termes du Régime d'assistance publique du Canada.

<sup>2</sup> Période de trois mois terminée le 31 mars 1952.

**Séries C365-377. Allocations aux invalides<sup>1</sup>, nombre de bénéficiaires directs, pour le Canada et par province, au 31 mars, 1955 à 1975**

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377
1975	3,902	13	4	113	2,006	387	84	154	29	1,100	–	–	12
1974	4,369	16	4	183	1,743	556	168	220	46	1,198	216	3	16
1973	8,213	28	5	280	1,824	1,472	233	267	59	1,281	2,722	5	37
1972	9,468	32	7	359	1,972	2,340	310	330	75	1,388	2,618	5	32
1971	18,608	43	28	494	2,068	10,876	445	463	91	1,479	2,580	6	35
1970	25,739	49	38	591	2,215	16,327	901	1,331	119	1,596	2,533	5	34
1969	30,663	82	54	3,371	2,292	17,506	1,436	1,428	170	1,810	2,480	3	31
1968	34,438	1,393	78	3,482	2,265	18,649	2,401	1,498	272	1,925	2,445	3	27
1967	53,863	1,873	814	3,522	2,266	19,273	19,800	1,547	390	1,931	2,422	2	23
1966	54,191	1,817	788	3,474	2,320	19,603	18,406	1,566	1,871	1,933	2,385	2	26
1965	53,106	1,746	797	3,329	2,263	20,171	17,222	1,538	1,780	1,874	2,336	3	47
1964	51,671	1,586	801	3,108	2,141	20,753	15,938	1,518	1,657	1,815	2,319	3	32
1963	50,621	1,436	795	2,919	2,060	21,347	14,886	1,520	1,602	1,780	2,248	4	24
1962	50,029	1,292	780	2,776	2,000	22,528	13,762	1,447	1,502	1,762	2,156	5	19
1961	50,650	1,220	752	2,704	1,963	24,009	13,307	1,415	1,449	1,790	2,017	4	20
1960	49,889	1,128	650	2,484	1,874	25,103	12,354	1,376	1,337	1,702	1,866	3	12
1959	48,040	980	596	2,184	1,734	25,352	11,469	1,230	1,248	1,648	1,585	2	12
1958	41,840	822	460	1,790	1,474	22,929	9,412	1,028	1,146	1,492	1,281	–	6
1957	31,835	720	345	1,465	1,262	15,856	8,065	819	988	1,245	1,067	–	3
1956	26,027	606	292	1,172	947	12,128	7,501	738	788	1,150	705	–	–
1955	7,166	–	–	285	177	–	6,623	45	36	–	–	–	–

<sup>1</sup> Le programme a été abandonné progressivement, en 1966 et les années subséquentes, à mesure que les assistés sociaux étaient transférés à des programmes provinciaux aux termes du Régime d'assistance publique du Canada.

**Séries C378-390. Allocations aux invalides<sup>1</sup>, montant total des paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux bénéficiaires directs, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1955 à 1975**

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390
1975	3,483	9	4	105	1,737	365	79	153	26	991	–	2	12
1974	5,378	14	4	203	1,582	877	143	198	41	1,076	1,211	4	24
1973	7,588	21	5	259	1,675	1,610	198	242	53	1,159	2,330	5	32
1972	8,580	24	10	339	1,802	2,173	277	316	58	1,256	2,287	5	32
1971	19,418	34	26	446	1,915	12,280	428	566	79	1,356	2,253	5	31
1970	23,790	44	35	764	2,012	14,986	849	1,218	115	1,503	2,232	3	29
1969	28,680	924	37	3,072	2,045	15,904	1,371	1,292	162	1,643	2,199	3	29
1968	30,713	931	354	3,128	2,032	16,585	2,194	1,343	259	1,690	2,173	3	22
1967	47,124	1,667	738	3,168	2,084	17,071	16,755	1,375	380	1,718	2,144	2	22
1966	47,602	1,608	700	3,048	2,061	17,643	15,647	1,377	1,650	1,704	2,123	2	39
1965	46,731	1,501	720	2,893	1,975	18,181	14,756	1,360	1,570	1,660	2,075	2	37
1964	40,413	1,174	621	2,460	1,720	16,163	12,366	1,231	1,338	1,455	1,859	5	21
1963	39,269	1,066	624	2,228	1,582	17,156	11,074	1,155	1,262	1,395	1,707	5	16
1962	32,867	827	518	1,817	1,337	14,922	9,006	956	979	1,117	1,371	4	13
1961	32,772	778	461	1,696	1,267	15,992	8,327	911	928	1,112	1,285	2	12
1960	32,102	697	396	1,519	1,193	16,615	7,717	866	866	1,073	1,149	2	8
1959	30,661	604	338	1,325	1,105	16,725	6,972	762	811	1,032	980	–	6
1958	22,183	412	226	914	809	12,098	5,048	547	634	794	698	–	3
1957	14,335	326	131	581	564	7,187	3,706	386	444	553	456	–	–
1956	11,330	239	113	509	437	5,124	3,424	345	326	582	231	–	–
1955 <sup>2</sup>	839	–	–	24	16	–	778	16	4	–	–	–	–

<sup>1</sup> Le programme a été abandonné progressivement, en 1966 et les années subséquentes, à mesure que les assistés sociaux étaient transférés à des programmes provinciaux aux termes du Régime d'assistance publique du Canada.

<sup>2</sup> Période de trois mois terminée le 31 mars 1955.

**Séries C391-403. Assistance-chômage<sup>1</sup>, nombre de bénéficiaires d'assistance financière directe, pour le Canada et par province, au 31 mars, 1956 à 1966**

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	<b>391</b>	<b>392</b>	<b>393</b>	<b>394</b>	<b>395</b>	<b>396</b>	<b>397</b>	<b>398</b>	<b>399</b>	<b>400</b>	<b>401</b>	<b>402</b>	<b>403</b>
1966	789,694	58,046	2,741	25,770	27,474	275,580	163,326	44,115	37,572	62,069	91,417	288	1,296
1965	717,030	63,906	2,631	26,556	24,552	247,389	130,987	31,514	39,200	60,352	88,839	334	770
1964	727,961	65,443	3,004	28,079	32,342	239,614	138,890	31,542	41,914	53,837	91,787	299	1,210
1963	760,466	66,068	3,236	28,146	42,653	266,355	136,003	32,127	43,798	47,494	93,356	294	936
1962	684,348	62,948	2,494	26,072	34,769	237,891	120,793	30,790	44,291	35,220	88,499	250	331
1961	562,720	51,985	2,395	23,338	30,567	175,165	111,235	27,113	27,286	26,388	86,702	244	302
1960	322,553	52,505	2,258	11,093	9,077	63,946	83,762	20,165	18,920	17,636	42,870	147	174
1959	297,760	58,257	1,418	9,209	7,589	55,145	79,385	16,065	15,507	15,824	39,103	101	157
1958	182,054	45,799	1,724	5,083	5,800	–	61,623	12,785	12,873	11,845	24,522	–	–
1957	123,445	39,489	1,532	–	3,797	–	37,379	9,836	10,123	–	21,289	–	–
1956	86,234	38,641	1,596	–	3,843	–	–	10,905	10,464	–	20,785	–	–

<sup>1</sup> Le programme a été abandonné progressivement, en 1966 et les années subséquentes, à mesure que les assistés sociaux étaient transférés à des programmes provinciaux aux termes du Régime d'assistance publique du Canada.

**Séries C404-416. Assistance-chômage<sup>1</sup>, montant total des paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1956 à 1975**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416
1975	126	–	–	–	–	80	–	–	–	40	–	–	6
1974	1,288	–	–	–	–	278	–	–	–	56	–	–	954
1973	2,676	–	–	–	–	550	–	–	–	98	–	–	2,028
1972	2,148	–	–	–	–	–	–	–	–	128	–	–	2,020
1971	28,258	–	–	–	–	26,692	428	–	–	184	–	16	938
1970	29,280	–	–	–	–	27,818	836	–	–	212	–	174	240
1969	33,564	–	20	104	–	31,400	1,306	–	–	356	–	170	208
1968	88,140	–	1,332	46	260	75,200	3,480	634	–	3,254	3,612	184	138
1967	286,542	19,896	1,210	6,742	4,046	66,576	85,846	14,790	15,014	27,714	44,400	168	140
1966	203,414	8,956	806	3,734	3,482	49,148	55,176	11,204	8,778	22,074	39,788	140	130
1965	215,106	9,408	562	3,726	2,828	82,032	42,102	10,798	9,172	18,424	35,716	144	194
1964	214,740	9,024	800	3,582	3,850	78,878	48,978	11,548	9,282	15,960	32,526	118	194
1963	192,948	8,606	388	3,170	3,214	67,158	47,588	9,248	9,116	12,404	31,880	90	86
1962	175,798	8,128	348	3,486	3,054	64,678	37,482	8,570	9,050	8,924	31,930	80	68
1961	119,216	6,826	310	3,708	2,990	34,310	29,092	7,102	4,454	5,836	24,484	64	40
1960	76,404	7,062	244	1,438	720	15,298	23,340	5,740	3,648	4,188	14,610	66	50
1959	61,696	6,538	194	896	548	10,466	20,336	4,138	2,984	3,650	11,900	14	32
1958	21,626	3,576	146	152	188	–	7,290	2,170	1,626	820	5,658	–	–
1957	11,524	3,124	108	–	66	–	1,264	1,338	1,026	–	4,600	–	–
1956	7,666	2,350	110	–	38	–	–	986	740	–	3,442	–	–

<sup>1</sup> Le programme a été abandonné progressivement, en 1966 et les années subséquentes, à mesure que les assistés sociaux étaient transférés à des programmes provinciaux aux termes du Régime d'assistance publique du Canada.

**Séries C417-429. Régime d'assistance publique du Canada, nombre de bénéficiaires, y compris ceux recevant une assistance financière directe, pour le Canada et par province,<sup>1</sup>  
au 31 mars, 1971 à 1976**

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>2</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup>
	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429
1976	1,322,918	61,009	8,812	54,160	52,521	428,713	367,943	57,574	43,490	78,220	162,076	8,400	
1975	1,280,441	63,127	8,401	52,358	55,604	416,558	336,415	56,616	45,332	77,970	162,349	5,711	
1974	1,208,629	63,250	7,291	47,597	51,879	395,820	317,283	60,681	44,405	80,609	137,192	2,622	
1973	1,221,413	70,912	7,238	52,864	58,575	406,452	307,880	70,427	56,728	85,456	103,989	892	—
1972	1,379,257	80,574	15,913	52,278	61,717	462,571	333,584	78,544	69,604	88,983	134,198	1,291	—
1971	1,460,064	91,852	10,552	45,593	65,756	489,073	364,046	75,763	68,338	93,960	154,851	280	—

<sup>1</sup> Données provinciales non disponibles avant 1971.

<sup>2</sup> La formule utilisée pour obtenir les chiffres du Québec consistait à multiplier le nombre de cas par le nombre moyen de bénéficiaires (par exemple, mars 1976 = 202,730 x 2.117 = 428,713).

<sup>3</sup> Les Territoires du Nord-Ouest ont adopté le régime l'année financière 1973-74.

**Séries C430-442. Régime d'assistance publique du Canada, paiements fédéraux-provinciaux d'assistance financière directe à coûts partagés, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1969 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>1</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>2</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>2</sup>
	<b>430</b>	<b>431</b>	<b>432</b>	<b>433</b>	<b>434</b>	<b>435</b>	<b>436</b>	<b>437</b>	<b>438</b>	<b>439</b>	<b>440</b>	<b>441</b>	<b>442</b>
1976	1,605,430	47,080	6,274	48,158	78,836	520,708	483,790	51,170	44,024	105,250	215,802	306	4,032
1975	1,374,850	45,846	5,722	39,798	55,644	427,826	411,706	46,524	42,106	88,856	203,878	482	6,462
1974	1,079,386	33,526	3,868	35,608	42,656	368,908	311,242	42,732	47,696	77,004	115,242	430	474
1973	1,027,206	40,024	3,758	27,686	34,756	367,380	280,468	45,668	40,202	80,336	106,564	364	..
1972	987,148	41,090	3,404	27,454	28,988	336,540	296,398	47,280	36,790	65,980	103,092	132	..
1971	782,132	35,328	3,182	20,338	22,056	236,446	232,624	41,574	29,650	61,056	99,622	256	..
1970	580,270	33,069	2,583	18,600	13,357	180,800	171,771	28,997	21,269	47,567	61,950	306	..
1969	521,900	35,191	2,033	12,920	12,805	168,250	155,184	20,164	19,249	40,945	55,160	..	..

<sup>1</sup> Données provinciales non disponibles pour 1967 et 1968. Les totaux pour le Canada étaient (en milliers de dollars): 1967, 20,992 et 1968, 440,054.

<sup>2</sup> Le Yukon a adopté le régime l'année financière 1969-70, et les Territoires du Nord-Ouest en 1973-74.

**Séries C443-455. Paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux termes du Régime d'assistance publique du Canada, à l'égard des établissements de soins spéciaux, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1970 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>1</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>2</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>3</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup>
	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455
1976	668,104	15,112	7,000	17,004	6,596	331,582	132,086	13,662	25,392	36,898	80,326	580	1,866
1975	364,098	10,500	6,346	11,934	2,658	239,306	29,692	9,602	13,792	8,230	28,858	532	2,648
1974	277,200	8,310	4,694	9,950	4,180	180,560	19,284	13,572	11,332	5,988	17,836	394	1,100
1973	283,276	5,374	3,832	9,850	6,058	154,228	68,182	12,016	7,194	6,422	9,680	440	—
1972	265,172	4,270	3,794	7,828	4,278	149,140	62,956	11,036	6,050	4,754	11,066	..	—
1971	207,020	2,878	3,470	6,938	3,846	107,240	59,428	2,166	5,722	3,470	11,562	300	—
1970	92,952	2,686	3,068	7,010	3,630	23,800	36,892	284	4,898	2,348	8,336	—	—

<sup>1</sup> Données provinciales non disponibles pour 1968 et 1969. Les totaux pour le Canada étaient (en milliers de dollars): 1968, 81,300 et 1969, 91,364.

<sup>2</sup> Montant estimé des paiements versés au Québec aux termes de la Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires) par l'entremise du ministère des Finances.

<sup>3</sup> Le Yukon a adopté le régime l'année financière 1970-71, et les Territoires du Nord-Ouest en 1973-74.

**Séries C456-468. Paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux termes du Régime d'assistance publique du Canada, à l'égard du bien-être des enfants, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1970 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>1</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>2</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>3</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup>
	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468
1976	124,850	2,902	468	5,130	2,138	44,262	28,358	10,818	4,130	14,394	11,788	184	278
1975	124,462	2,272	452	3,214	1,886	44,620	31,408	8,794	3,968	10,752	16,648	12	436
1974	112,400	2,036	518	3,718	1,868	44,450	29,768	6,230	2,706	8,272	12,098	428	308
1973	89,430	1,642	426	2,760	1,718	26,702	33,938	4,220	2,654	7,502	7,698	170	—
1972	82,470	1,690	368	3,260	2,236	26,700	26,808	4,426	2,206	6,728	7,964	84	—
1971	80,668	1,416	394	2,442	1,908	25,404	27,684	3,954	1,962	6,962	8,034	508	—
1970	114,508	1,342	384	2,242	2,020	67,600	22,856	3,552	2,020	6,316	6,176	—	—

<sup>1</sup> Données provinciales non disponibles pour 1968 et 1969. Les totaux pour le Canada étaient (en milliers de dollars): 1968, 76,200 et 1969, 79,034.

<sup>2</sup> Montant estimé des paiements versés au Québec aux termes de la Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires) par l'entremise du ministère des Finances.

<sup>3</sup> Le Yukon a adopté le régime l'année financière 1970-71, et les Territoires du Nord-Ouest en 1973-74.

**Séries C469-481. Paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux termes du Régime d'assistance publique du Canada, à l'égard d'autres services de bien-être et de l'activité professionnelle, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1970 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Canada <sup>1</sup>	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>2</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon <sup>3</sup>	Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup>
	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481
1976	306,006	4,432	2,342	10,628	10,132	65,406	108,318	15,476	7,564	25,484	54,102	1,654	468
1975	203,138	3,358	1,376	6,760	8,006	58,128	67,084	11,650	6,228	13,690	23,912	454	2,492
1974	159,164	3,334	1,078	5,570	9,360	43,082	51,646	10,078	5,408	13,652	14,824	314	818
1973	114,970	2,484	680	3,486	1,384	38,000	35,816	7,372	4,822	10,810	9,802	314	–
1972	96,226	1,626	458	4,660	3,254	28,630	33,464	6,130	2,380	7,268	8,254	102	–
1971	80,788	1,382	188	3,310	–	21,000	30,606	5,510	1,686	6,088	10,646	372	–
1970	62,710	956	174	2,126	1,598	19,000	20,638	3,382	4,284	4,896	5,656	–	–

<sup>1</sup> Données provinciales non disponibles pour 1968 et 1969. Les totaux pour le Canada étaient (en milliers de dollars): 1968, 54,000 et 1969, 59,784.

<sup>2</sup> Montant estimé des paiements versés au Québec aux termes de la Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires) par l'entremise du ministère des Finances.

<sup>3</sup> Le Yukon a adopté le régime l'année financière 1970-71, et les Territoires du Nord-Ouest en 1973-74.

**Séries C482-494. Réadaptation professionnelle des invalides, paiements fédéraux-provinciaux à coûts partagés à l'égard des bénéficiaires, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1963 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec <sup>1</sup>	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494
1976	41,222	398	210	1,778	514	–	23,192	3,500	3,624	5,582	2,044	274	105
1975	24,000	320	134	988	794	–	14,092	1,192	1,680	4,678	100	–	22
1974	19,986	124	92	200	174	–	13,176	1,712	1,614	2,162	732	–	–
1973	14,900	138	38	558	424	–	8,484	1,308	1,572	1,716	662	–	–
1972	13,000	94	28	460	148	–	7,476	1,832	1,444	1,008	500	–	–
1971	10,518	88	34	530	292	–	5,468	1,424	1,252	1,020	410	–	–
1970	10,026	90	34	410	322	–	4,514	2,190	1,356	628	484	–	–
1969	7,800	58	22	208	192	–	4,044	1,080	1,374	488	354	–	–
1968	4,900	34	22	132	128	–	2,790	940	526	122	208	–	–
1967	2,050	30	16	80	140	–	912	280	346	74	172	–	–
1966	1,688	32	14	70	124	–	614	342	342	58	90	–	–
1965	1,284	26	14	60	108	–	418	268	254	84	54	–	–
1964	1,034	16	8	56	110	–	278	226	238	68	34	–	–
1963	668	22	6	48	104	–	152	168	96	44	28	–	–

<sup>1</sup> La Loi de 1961 sur la réadaptation professionnelle des invalides autorisait le gouvernement fédéral à partager à part égale avec les provinces le coût d'un programme complet de réadaptation professionnelle des invalides. Administré à l'origine par le ministère du Travail, le programme a été transféré au ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration en 1967, puis au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social en 1973. Des ententes ont été signées avec toutes les provinces sauf le Québec.

**Séries C495-507. Indiens inscrits, paiements fédéraux au titre des services sociaux,<sup>1</sup> pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1968 à 1975**

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard <sup>2</sup>	Nouvelle-Écosse <sup>2</sup>	Nouveau-Brunswick <sup>2</sup>	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507
1975	16,595	—	47	336	273	897	2,849	2,465	1,630	2,763	4,708	625	..
1974	14,545	—	30	209	170	1,001	2,223	2,118	1,188	2,866	4,247	493	..
1973	13,188	—	32	224	181	579	1,796	1,573	1,268	1,915	5,184	436	..
1972	10,944	—	32	223	179	578	1,821	1,570	1,204	1,355	3,606	376	..
1971	12,911	—	29	210	169	763	1,537	1,114	1,032	960	7,097	..	..
1970	9,018	—	24	168	136	475	1,507	737	923	692	4,356	..	..
1969	7,537	—	23	164	134	290	1,323	541	696	559	3,807	..	..
1968	6,172	—	63	440	359	203	1,210	458	586	395	2,458	..	..

<sup>1</sup> Soins aux adultes, soins aux enfants, réadaptation et autres services de bien-être.

<sup>2</sup> Paiements régionaux répartis en fonction de la population provinciale.

Séries C508-520. Allocations maternelles<sup>1</sup>, nombre de familles allocataires, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1926 à 1966

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520
1966	46,216	5,733	370	3,361	2,222	15,816	13,621	2,256	2,380	457	–	–	–
1965	44,389	5,382	314	3,436	2,284	15,785	12,073	1,975	2,461	679	–	–	–
1964	46,235	5,172	314	3,331	2,254	19,222	10,700	1,845	2,466	931	–	–	–
1963	45,247	4,836	293	2,760	2,165	19,531	10,182	1,811	2,459	1,210	–	–	–
1962	45,472	4,498	269	2,754	2,119	19,842	10,359	1,638	2,382	1,611	–	–	–
1961	45,918	4,211	256	2,658	2,212	20,309	10,149	1,350	2,316	2,457	–	–	–
1960	49,937	4,024	267	2,210	2,213	25,778	9,722	1,209	2,242	2,272	–	–	–
1959	45,451	3,770	276	2,196	2,235	22,403	9,433	823	2,222	2,093	–	–	–
1958	40,478	..	266	2,131	2,213	21,766	8,580	1,121	2,279	1,879	243	–	–
1957	36,960	..	238	2,107	2,151	19,397	7,418	1,128	2,390	1,847	284	–	–
1956	37,809	386	285	2,065	2,022	19,944	7,266	1,188	2,521	1,809	323	–	–
1955	40,580	3,152	237	2,077	2,087	20,024	7,292	1,202	2,397	1,719	393	–	–
1954	39,569	3,031	261	2,313	2,096	19,403	7,059	1,099	2,272	1,609	426	–	–
1953	39,038	3,017	256	2,405	2,066	18,250	7,621	1,005	2,424	1,524	470	–	–
1952	37,612	3,267	225	1,996	1,848	17,032	7,748	932	2,573	1,488	503	–	–
1951	37,155	3,129	230	2,043	1,814	16,915	7,382	880	2,690	1,503	569	–	–
1950	33,115	–	170	1,918	1,788	16,434	7,304	786	2,610	1,462	643	–	–
1949	31,194	–	–	1,725	1,611	15,714	6,815	701	2,555	1,392	681	–	–
1948	32,669	–	–	1,938	1,526	15,321	7,817	708	2,986	1,622	751	–	–
1947	29,540	–	–	1,787	1,396	14,312	6,587	685	2,349	1,561	863	–	–
1946	28,388	–	–	1,615	1,207	13,685	6,687	613	2,117	1,559	905	–	–
1945	27,818	–	–	1,441	918	13,057	7,083	600	2,078	1,701	940	–	–
1944	28,289	–	–	1,365	–	11,973	9,176	643	2,222	1,830	1,080	–	–
1943	26,584	–	–	..	–	–	20,932	..	2,468	1,990	1,194	–	–
1942	33,192	–	–	1,227	–	–	24,715	873	2,734	2,091	1,552	–	–
1941	36,271	–	–	1,221	–	–	27,203	946	2,958	2,246	1,697	–	–
1940	38,705	–	–	1,258	–	–	29,353	1,016	3,054	2,262	1,762	–	–
1939	23,409	–	–	1,291	–	–	13,937	1,055	3,071	2,304	1,751	–	–
1938	23,034	–	–	1,295	–	–	13,644	1,079	3,007	2,317	1,692	–	–
1937	22,101	–	–	1,260	–	–	12,856	1,141	2,958	2,319	1,567	–	–
1936	20,068	–	–	1,222	–	–	11,189	1,140	2,944	2,088	1,485	–	–
1935	16,272	–	–	1,239	–	–	7,875	1,110	2,826	1,812	1,410	–	–
1934	16,172	–	–	1,168	–	–	8,144	1,092	2,608	1,724	1,436	–	–
1933	15,589	–	–	1,158	–	–	7,653	1,078	2,511	1,675	1,514	–	–
1932	15,014	–	–	1,108	–	–	7,418	1,070	2,372	1,499	1,547	–	–
1931	12,980	–	–	1,030	–	–	7,157	1,042	2,183	–	1,568	–	–
1930	12,305	–	–	–	–	–	6,712	1,055	1,800	1,270	1,468	–	–
1929	11,151	–	–	–	–	–	6,411	1,062	1,214	1,094	1,370	–	–
1928	9,205	–	–	–	–	–	5,976	967	–	1,029	1,233	–	–
1927	8,463	–	–	–	–	–	5,540	855	–	968	1,100	–	–
1926	7,933	–	–	–	–	–	5,215	825	–	907	986	–	–

<sup>1</sup> Les programmes d'allocations maternelles ont été institués à différentes années dans différentes provinces, et à l'origine le coût était entièrement à la charge des provinces. Depuis l'institution des programmes fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux termes du Régime d'assistance publique du Canada, en 1966 et les années subséquentes, ils ont été progressivement abandonnés.

**Séries C521-533. Allocations maternelles<sup>1</sup>, montant total des paiements provinciaux-municipaux à coûts partagés aux familles, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1926 à 1966**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533
1966	61,776	5,660	255	2,659	2,046	20,882	22,530	3,397	3,844	503	–	–	–
1965	56,074	5,343	247	2,684	2,089	21,068	17,044	3,047	3,811	741	–	–	–
1964	55,426	5,101	212	2,533	2,031	22,539	15,554	2,777	3,669	1,010	–	–	–
1963	50,642	4,688	141	2,312	1,347	20,743	13,914	2,577	3,513	1,407	–	–	–
1962	48,105	4,309	131	2,259	1,356	19,480	13,650	2,361	2,680	1,879	–	–	–
1961	46,245	4,061	124	2,166	1,399	19,314	12,878	2,073	1,957	2,273	–	–	–
1960	44,885	3,225	131	1,920	1,378	20,156	12,140	1,900	1,950	2,085	–	–	–
1959	41,477	2,859	129	1,888	1,365	18,991	11,033	1,325	2,030	1,857	–	–	–
1958	33,237	2,355	89	1,577	1,336	14,612	8,947	1,092	1,573	1,513	143	–	–
1957	24,146	1,820	79	1,554	1,304	8,275	6,985	1,148	1,482	1,339	160	–	–
1956	23,015	1,418	79	1,525	1,250	7,825	6,761	1,149	1,508	1,315	185	–	–
1955	22,512	1,324	73	1,505	1,302	7,956	6,545	1,132	1,252	1,198	225	–	–
1954	21,437	1,228	66	1,445	1,274	7,621	6,219	1,007	1,217	1,113	247	–	–
1953	21,332	1,217	65	1,406	1,225	7,483	6,431	866	1,329	1,049	261	–	–
1952	18,188	1,262	60	1,390	859	5,503	6,038	783	1,111	896	286	–	–
1951	17,531	1,113	52	1,387	854	5,624	5,546	680	1,107	836	332	–	–
1950	15,897	–	27	1,377	844	5,455	5,346	606	1,083	792	367	–	–
1949	14,298	–	–	1,119	760	5,239	4,535	536	1,069	651	389	–	–
1948	12,805	–	–	1,005	681	5,138	3,485	384	1,026	644	442	–	–
1947	12,011	–	–	920	599	4,766	3,376	373	895	593	489	–	–
1946	11,740	–	–	847	488	4,664	3,451	354	868	569	499	–	–
1945	11,011	–	–	735	385	4,186	3,634	320	652	571	528	–	–
1944	10,056	–	–	631	–	3,698	3,751	319	520	555	582	–	–
1943	6,328	–	–	513	–	..	3,736	336	514	562	667	–	–
1942	9,643	–	–	443	–	2,707	4,319	368	459	595	752	–	–
1941	9,700	–	–	418	–	2,304	4,666	406	489	619	798	–	–
1940	9,506	–	–	418	–	1,970	4,741	431	501	634	811	–	–
1939	9,131	–	–	425	–	1,350	5,017	428	498	623	790	–	–
1938	8,460	–	–	413	–	910	4,852	427	496	614	748	–	–
1937	7,159	–	–	389	–	–	4,583	446	482	576	683	–	–
1936	6,355	–	–	364	–	–	3,947	445	474	508	617	–	–
1935	3,807	–	–	413	–	–	1,380	441	475	508	590	–	–
1934	5,361	–	–	356	–	–	3,026	439	456	462	622	–	–
1933	5,230	–	–	358	–	–	2,802	433	417	440	780	–	–
1932	5,188	–	–	342	–	–	2,690	472	403	439	842	–	–
1931	5,177	–	–	331	–	–	2,582	466	502	480	816	–	–
1930	4,925	–	–	311	–	–	2,377	485	525	467	760	–	–
1929	4,437	–	–	–	–	–	2,306	558	499	397	677	–	–
1928	4,112	–	–	–	–	–	2,190	531	398	365	628	–	–
1927	3,719	–	–	–	–	–	2,008	414	335	349	613	–	–
1926	3,433	–	–	–	–	–	1,877	402	322	314	518	–	–

<sup>1</sup> Les programmes d'allocations maternelles ont été institués différentes années dans différentes provinces, et à l'origine le coût était entièrement à la charge des provinces. Depuis l'institution des programmes fédéraux-provinciaux à coûts partagés aux termes du Régime d'assistance publique du Canada, en 1966 et les années subséquentes, ils ont été progressivement abandonnés.

**Séries C534-546. Autres dépenses provinciales-municipales à coûts partagés au titre de la sécurité du revenu, pour le Canada et par province, années financières terminées le 31 mars, 1961 à 1976**  
(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546
1976	1,228,798	3,830	1,212	18,756	16,423	160,711	748,613	92,218	62,974	56,019	62,346	3,535	2,161
1975	1,276,083	2,248	3,953	16,404	19,332	152,754	689,670	58,595	54,034	148,028	129,296	1,769	–
1974	886,304	3,633	1,579	17,779	1,620	119,370	464,499	52,043	20,048	79,474	122,786	680	2,793
1973	406,851	2,267	1,218	6,643	3,948	94,373	182,659	11,092	19,246	25,389	57,953	558	1,505
1972	267,563	1,551	838	444	3,051	115,464	62,497	3,916	12,685	24,535	41,100	1,408	74
1971	245,463	2,195	1,270	5,914	3,498	124,222	46,193	3,699	10,144	13,995	33,048	10	1,275
1970	277,653	2,675	809	2,981	2,074	116,984	50,836	1,184	3,779	17,297	76,860	678	1,496
1969	457,039	7,352	4,827	10,715	5,494	212,434	112,711	13,597	16,550	24,732	47,947	680	–
1968	280,867	7,517	3,160	9,757	1,751	97,223	82,311	9,957	15,349	33,254	20,097	431	60
1967	266,088	1,828	4,318	7,066	5,495	123,441	54,819	8,301	16,292	23,706	20,556	266	–
1966	209,279	834	1,954	3,448	2,252	101,779	47,211	4,477	9,509	18,700	18,905	210	–
1965	153,850	291	727	3,010	2,121	55,018	46,436	4,591	8,414	17,113	16,103	26	–
1964	120,337	527	390	2,210	1,237	48,647	24,539	1,334	8,109	15,557	17,574	213	–
1963	107,649	–	643	1,559	1,576	49,018	13,750	5,765	6,120	16,309	12,669	187	53
1962	115,901	–	533	938	832	47,378	20,963	5,219	3,838	15,116	21,038	46	–
1961	121,947	253	405	38	–	57,465	22,076	3,795	7,076	12,566	18,211	62	–

## Séries C547-559. Autres dépenses provinciales-municipales à coûts partagés au titre de la sécurité du revenu, pour le Canada et par province, années financières terminées

le 31 mars, 1961 à 1976

(en milliers de dollars)

Année	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559
1976	1,228,798	3,830	1,212	18,756	16,423	160,711	748,613	92,218	62,974	56,019	62,436	3,535	2,161
1975	1,276,083	2,248	3,953	16,404	19,332	152,754	689,670	58,595	54,034	148,028	129,296	1,769	–
1974	886,304	3,633	1,579	17,779	1,620	119,370	464,499	52,043	20,048	79,474	122,786	680	2,793
1973	406,851	2,267	1,218	6,643	3,948	94,373	182,659	11,092	19,246	25,389	57,953	558	1,505
1972	267,563	1,551	838	444	3,051	115,464	62,497	3,916	12,685	24,535	41,100	1,408	74
1971	245,463	2,195	1,270	5,914	3,498	124,222	46,193	3,699	10,144	13,995	33,048	10	1,275
1970	277,653	2,675	809	2,981	2,074	116,984	50,836	1,184	3,779	17,297	76,860	678	1,496
1969	457,039	7,352	4,827	10,715	5,494	212,434	112,711	13,597	16,550	24,732	47,947	680	–
1968	280,867	7,517	3,160	9,757	1,751	97,223	82,311	9,957	15,349	33,254	20,097	431	60
1967	266,088	1,828	4,318	7,066	5,495	123,441	54,819	8,301	16,292	23,706	20,556	266	–
1966	271,055	6,494	2,209	6,107	4,298	122,661	69,741	7,874	13,353	19,203	18,905	210	–
1965	209,924	5,634	974	5,694	4,210	76,086	63,480	7,638	12,225	17,854	16,103	26	–
1964	175,763	5,628	602	4,743	3,268	71,186	40,093	4,111	11,778	16,567	17,574	213	–
1963	158,291	4,688	784	3,871	2,923	69,761	27,664	8,342	9,633	17,716	12,669	187	53
1962	164,006	4,309	664	3,197	2,188	66,858	34,613	7,580	6,518	16,995	21,038	46	–
1961	168,192	4,314	529	2,204	1,399	76,779	34,954	5,868	9,033	14,839	18,211	62	–
1960	44,885	3,225	131	1,920	1,378	20,156	12,140	1,900	1,950	2,085	–	–	–
1959	41,477	2,859	129	1,888	1,365	18,991	11,033	1,325	2,030	1,857	–	–	–
1958	33,237	2,355	89	1,577	1,336	14,612	8,947	1,092	1,573	1,513	143	–	–
1957	24,146	1,820	79	1,554	1,304	8,275	6,985	1,148	1,482	1,339	160	–	–
1956	23,015	1,418	79	1,525	1,250	7,825	6,761	1,149	1,508	1,315	185	–	–
1955	22,512	1,324	73	1,505	1,302	7,956	6,545	1,132	1,252	1,198	225	–	–
1954	21,437	1,228	66	1,445	1,274	7,621	6,219	1,007	1,217	1,113	247	–	–
1953	21,332	1,217	65	1,406	1,225	7,483	6,431	866	1,329	1,049	261	–	–
1952	18,188	1,262	60	1,390	859	5,503	6,038	783	1,111	896	286	–	–
1951	17,531	1,113	52	1,387	854	5,624	5,546	680	1,107	836	332	–	–

**Séries C560-571. Dépenses fédérales au titre des programmes de sécurité du revenu pour le Canada, années financières terminées le 31 mars, 1961 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Alloca- tions fami- liales	Alloca- tions aux jeunes	Assis- tance fami- liale	Sécurité de la vieil- lesse <sup>1</sup>	Supplé- ment de revenu garanti	Alloca- tions à la main- d'oeuvre du Canada	Formation indus- trielle de la main- d'oeuvre du Canada	Aide aux immi- grants ré- fugiés	Indiens inscrits	Alloca- tions aux anciens combat- tants	Pensions d'invalidité aux anciens com- battants et pensions aux personnes à charge	Dépenses totales
	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571
1976	1,957,500	—	—	2,975,562	923,413	186,272	48,705	1,200	82,276	172,702	346,553	6,694,183
1975	1,824,082	—	—	2,607,724	836,750	148,715	37,288	6,000	64,104	141,781	332,569	5,999,013
1974	946,246	65,418	2,418	2,274,424	760,068	147,735	42,604	2,000	52,958	111,765	290,526	4,696,162
1973	548,623	82,790	2,057	1,781,532	742,813	146,167	51,750	3,000	46,164	86,664	241,006	3,732,566
1972	554,407	82,654	2,180	1,679,295	526,060	161,333	7,993	2,000	42,285	77,220	231,377	3,366,804
1971	557,878	80,420	2,717	1,627,219	280,005	156,563	6,402	2,000	34,509	88,912	212,920	3,049,545
1970	560,050	76,502	2,857	1,467,057	263,479	131,150	7,785	2,000	24,776	92,038	218,555	2,846,249
1969	560,186	73,257	3,468	1,296,849	244,470	108,300	4,467	5,000	21,808	95,500	223,321	2,636,626
1968	558,774	68,927	4,212	1,153,284	234,835	55,878	1,114	4,000	17,725	98,401	205,599	2,402,749
1967	555,795	66,033	3,757	1,033,408	39,597	52,344	900	2,000	—	103,629	195,910	2,053,373
1966	551,735	63,975	2,770	927,299	—	—	—	1,000	—	99,902	185,559	1,832,240
1965	545,775	36,411	2,073	885,294	—	—	—	2,000	—	92,846	180,326	1,744,725
1964	538,312	—	1,500	808,391	—	—	—	2,000	—	83,207	173,189	1,606,599
1963	531,566	—	1,200	734,382	—	—	—	2,000	—	81,782	175,925	1,526,855
1962	520,781	—	1,100	625,108	—	—	—	1,000	—	75,290	177,894	1,401,173
1961	506,192	—	1,300	592,413	—	—	—	2,000	—	58,428	150,718	1,311,051

<sup>1</sup> Aux termes de la Loi de 1951 sur l'assistance-vieillesse, le gouvernement fédéral assumait 50% des paiements effectués par les provinces pour l'assistance des personnes âgées de 65 ans et plus mais non admissibles à la sécurité de la vieillesse. Le programme a pris fin en janvier 1970, lorsque l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse a été abaissé à 65 ans.

**Séries C572-576. Dépenses nationales, programmes fédéraux et provinciaux d'assurance revenu, années financières terminées le 31 mars, 1961 à 1976<sup>1</sup>**

(en milliers de dollars)

Année	Pensions de retraite du Canada et du Québec <sup>2</sup>	Prestations de retraite spéciales, du Canada et du Québec <sup>3,4</sup>	Assurance- chômage	Réparation des accidents du travail	Dépenses totales
	<b>572</b>	<b>573</b>	<b>574</b>	<b>575</b>	<b>576</b>
1976	428,149	425,868 <sup>4</sup>	3,342,247	537,416	4,733,680
1975	237,253	292,717	3,144,022	419,365	4,093,357
1974	158,648	219,359	2,119,213	331,716	2,828,936
1973	112,416	153,133	2,004,212	280,509	2,550,270
1972	81,796	107,765	1,871,802	237,990	2,299,353
1971	51,262	66,126	890,594	229,787	1,237,769
1970	21,789	38,671	695,222	203,135	958,817
1969	6,459	12,544	498,992	177,378	695,373
1968	1,070	—	438,129	162,756	601,955
1967	51	—	352,645	156,424	509,120
1966	—	—	295,301	142,111	437,412
1965	—	—	312,110	119,618	431,728
1964	—	—	344,390	111,651	456,041
1963	—	—	394,163	104,523	498,686
1962	—	—	409,208	94,181	503,389
1961	—	—	493,971	91,616	585,587

<sup>1</sup> Les données sur les paiements effectués par le Régime de rentes du Québec et la Réparation des accidents du travail se rapportent à l'année civile.

<sup>2</sup> Comprend les montants suivants pour le Régime de rentes du Québec (en milliers de dollars): 1967, 200; 1968, 1,100; 1969, 3,900; 1970, 10,000; 1971, 17,600; 1972, 23,700; 1973, 33,300; 1974, 48,800.

<sup>3</sup> Prestations aux survivants, prestations de décès et prestations d'invalidité.

<sup>4</sup> Comprend les montants suivants pour le Régime de rentes du Québec (en milliers de dollars): 1968, 2,400; 1969, 8,600; 1970, 25,700; 1971, 25,900; 1972, 35,000; 1973, 66,600; 1974, 87,800.

**Séries C577-582. Dépenses fédérales-provinciales à coûts partagés pour l'assistance financière directe de personnes au Canada, années financières terminées le 31 mars, 1961 à 1976**  
(en milliers de dollars)

Année	Allocations aux aveugles	Assistance- vieillesse	Allocations d'invalidité	Assistance- chômage	Régime d'assistance publique du Canada	Total des dépenses fédérales-provinciales à coûts partagés pour l'assistance directe de personnes
	<b>577</b>	<b>578</b>	<b>579</b>	<b>580</b>	<b>581</b>	<b>582</b>
1976	–	–	–	–	1,605,430	1,605,430
1975	2,069	–	3,483	126	1,374,850	1,380,528
1974	2,713	–	5,378	1,288	1,079,386	1,088,765
1973	3,448	–	7,588	2,676	1,027,206	1,040,918
1972	3,925	–	8,580	2,148	987,148	1,001,801
1971	5,720	–	19,418	28,258	782,132	835,528
1970	6,603	1,688	23,790	29,280	580,270	641,631
1969	7,198	13,282	28,680	33,564	521,900	604,624
1968	7,921	36,000	30,713	88,140	440,054	602,828
1967	10,210	63,980	47,124	286,542	20,992	428,848
1966	10,947	85,842	47,602	203,414	–	347,805
1965	11,249	90,018	46,731	215,106	–	363,104
1964	9,976	78,416	40,413	214,740	–	343,545
1963	9,764	76,358	39,269	192,948	–	318,339
1962	8,260	61,622	32,867	175,798	–	278,547
1961	8,324	61,314	32,772	119,216	–	221,626

**Séries C583-590. Dépenses relatives aux services sociaux<sup>1</sup>, au titre des programmes de services de bien-être fédéraux et fédéraux-provinciaux à coûts partagés, à l'exclusion de la santé, années financières terminées le 31 mars, 1963 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Régime d'assistance publique du Canada			Réadaptation professionnelle des invalides	Services fédéraux aux Indiens	Déplacements des stagiaires de Main-d'oeuvre Canada	Autres services fédéraux de bien-être <sup>2</sup>	Dépenses totales
	Établissements de soins spéciaux	Bien-être de l'enfance	Autres services de bien-être					
	<b>583</b>	<b>584</b>	<b>585</b>	<b>586</b>	<b>587</b>	<b>588</b>	<b>589</b>	<b>590</b>
1976	668,104	124,850	306,006	41,222	18,000 <sup>e</sup>	5,087	14,879	1,324,498 <sup>3</sup>
1975	364,098	124,462	203,138	24,000	16,595	3,316	12,559	864,364 <sup>3</sup>
1974	277,200	112,400	159,164	19,986	14,545	2,622	11,417	597,334
1973	283,276	89,430	114,970	14,900	13,188	2,150	5,050	522,964
1972	265,172	82,470	96,226	13,000	10,944	1,800	3,349	472,961
1971	207,020	80,668	80,788	10,518	12,911	1,300	2,444	395,649
1970	92,952	114,506	62,710	10,026	9,018	900	1,924	292,036
1969	91,364	79,034	59,784	7,800	7,537	750	1,999	248,268
1968	81,300	76,200	54,000	4,900	6,172	540	1,889	225,001
1967	—	—	—	2,050	—	—	1,278	3,328
1966	—	—	—	1,688	—	—	1,132	2,820
1965	—	—	—	1,284	—	—	635	1,919
1964	—	—	—	1,034	—	—	343	1,377
1963	—	—	—	668	—	—	157	825

<sup>1</sup> Ne comprend pas les dépenses fédérales-provinciales à l'égard des établissements de soins spéciaux au titre de l'assistance-chômage, lesquelles sont prises en compte dans les paiements d'assistance sociale (séries C404-416).

<sup>2</sup> Subventions nationales au bien-être, Nouveaux Horizons et planification familiale.

<sup>3</sup> Comprend les dépenses aux termes d'ententes spéciales sur le partage du coût des soins dans des maisons de santé en Ontario, au Manitoba et en Alberta, et pour le traitement des jeunes délinquants en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Le montant s'élevait à \$116,196,000 en 1975 et \$146,350,000 en 1976.

**Séries C591-599. Résumé des dépenses publiques au titre de la sécurité sociale par grandes catégories de programmes, pour le Canada, années financières terminées**

**le 31 mars, 1961 à 1976**

(en milliers de dollars)

Année	Programmes fédéraux de sécurité du revenu <sup>1</sup>  (série C571)	Programmes fédéraux et provinciaux d'assurance revenu <sup>1</sup>  (série C576)	Paiements fédéraux- provinciaux à coûts partagés pour l'aide finan- cière aux personnes <sup>1</sup>  (série C582)	Programmes fédéraux et provinciaux de services sociaux <sup>1</sup>  (série C590)	Programmes provinciaux- municipaux de bien-être, à coûts non partagés avec le gouvernement fédéral <sup>2</sup>  (série C547)	Admi- nistration de la sécurité sociale, à l'exclusion de la santé <sup>3</sup>  596	Sécurité sociale à tous les paliers publics, à l'exclusion de la santé (somme des séries C591-596)	Programmes de santé à tous les paliers publics <sup>2</sup>  598	Dépenses totales au titre de la sécurité sociale à tous les paliers publics, santé comprise <sup>2</sup>  (séries C597 plus C598)
	591	592	593	594	595	596	597	598	599
1976	6,694,183	4,733,680	1,605,430	1,324,498	1,228,798	431,900	16,018,489	8,864,638	24,883,127
1975	5,999,013	4,093,357	1,380,528	864,364	1,276,083	382,200	13,995,545	7,120,049	21,115,594
1974	4,696,162	2,828,936	1,088,765	597,334	886,304	344,800	10,442,301	6,266,637	16,708,938
1973	3,732,566	2,550,270	1,040,918	522,964	406,851	285,700	8,539,269	5,548,988	14,088,257
1972	3,366,804	2,299,353	1,001,801	472,961	267,563	205,400	7,613,882	4,855,654	12,469,536
1971	3,049,545	1,237,769	835,528	395,649	245,463	189,400	5,953,354	4,404,570	10,357,924
1970	2,846,249	958,817	641,631	292,036	277,653	149,500	5,165,886	3,554,000	8,719,886
1969	2,636,626	695,373	604,624	248,268	457,039	131,600 <sup>3</sup>	4,773,530	2,846,754	7,620,284
1968	2,402,749	601,955	602,828	225,001	280,867	122,190	4,235,590	2,428,828	6,664,418
1967	2,053,373	509,120	428,848	3,328	266,088	102,649	3,363,406	2,017,514	5,380,920
1966	1,832,240	437,412	347,805	2,820	271,055	102,338	2,993,670	1,680,904	4,674,574
1965	1,744,725	431,728	363,104	1,919	209,924	84,923	2,836,323	1,541,933	4,378,256
1964	1,606,599	456,041	343,545	1,377	175,763	79,950	2,663,275	1,333,751	3,997,026
1963	1,526,855	498,686	318,339	825	158,291	73,818	2,576,814	1,247,245	3,824,059
1962	1,401,173	503,389	278,547	–	164,006	68,634	2,415,749	1,125,668	3,541,417
1961	1,311,051	585,587	221,626	–	168,192	67,772	2,354,228	933,753	3,287,981

<sup>1</sup> Administration non comprise.

<sup>2</sup> Administration comprise.

<sup>3</sup> Avant 1970 les données sont des estimations.